2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat
SOCIALISTE

N°33
VENDREDI 10 AVRIL 1981

Femmes, enfants, vieillards ensevelis dans la grotte de La Pintada

EL SALVADOR: MILLE PAYSANS EMMURES VIVANTS PAR L'ARMEE

François Mitterrand : quatre priorités après l'emploi

Mercredi soir sur France-Inter, le candidat socialiste a présenté les quatre thèmes qu'il développera : les mutations technologiques, le tiers monde, les équilibres naturels, la communication entre les hommes.

(PAGE 3)



Les massacres de civils se multiplient dans la petite république d'Amérique centrale. A Monte Carmelos, faubourg de San Salvador, la garde nationale a retiré de force 23 personnes de leurs maisons, mardi, et les a fusillées séance tenante dans la rue. (Photo AP)

(PAGE 9)

L'emprunt de la campagne

GISCARD ET SCHMIDT : T'AS PAS CENT BALLES?

(PAGE 5)

Notre dossier

Plus d'un million de chômeurs intérimaires en 1980

(PAGES 6 ET 7)

Le lancement de la navette

LES AMERICAINS REPARTENT A LA CONQUETE DE L'ESPACE

(PAGE 10)

Jeu de casquettes

En annonçant sa candidature à un second septennat, Valéry Giscard d'Estaing avait promis — c'est ce qu'il fait le plus facilement — de veiller fort scrupuleusement à ne pas mélanger sa fonction présidentielle et sa campagne électorale. C'est ainsi que, le président continuant à occuper l'Elysée, le candidat établissait le QG de sa campagne rue de Marignan.

Mercredi 8 avril, on apprend que la France lance, conjointement avec l'Allemagne fédérale, un emprunt de trente milliards de francs à partager, à égalité, entre les deux pays. Qui annonce cet emprunt ? Le ministre des Finances depuis son bureau de la rue de Rivoli ? Non point. Alors, ce ne peut être que le premier ministre lui-même, à partir de l'Hôtel Matignon ? Pas davantage.

On s'étonne. On croyait que ledit premier ministre était chargé, par la Constitution, de conduire la politique du gouvernement. Aux dernières nouvelles, et bien qu'il soit passé à la clandestinité, il paraît qu'un certain Raymond Barre est toujours chargé de cette fonction.

On s'étonne davantage, mais modérément encore : sous la république giscardienne, tout se décide et se dit à l'Elysée. Il y avait, autrefois, un domaine réservé, déjà discutable ; il n'y en a plus désormais. Le président chasse sur tous les terrains et les ministres, y compris le premier, font partie du petit personnel. Cet emprunt a donc été annoncé à l'Elysée ? Eh non ! On ne comprend plus : la France alourdit sa dette extérieure de quinze milliards, et ce n'est pas le président qui l'annonce ? Non : c'est l'un des candidats à l'élection présidentielle.

Est-il possible qu'un candidat confisque ainsi, pour l'ajouter à la panoplie de ses arguments électoraux, une décision gouvernementale de cette importance ? Il y aurait usurpation de la part de ce candidat.

Il y a eu usurpation. C'est de son PC électoral de la rue de Marignan que Giscard a annoncé cet emprunt, précisant même que, pour le détail, on pouvait s'adresser à un sous-fifre du staff électoral : un dénommé Raymond Barre, que seule une fâcheuse homonymie pourrait faire confondre avec le premier ministre.

Raymond Barre, en effet, contrairement à certains de ses ministres qui ont démissionné pour se mettre au service du candidat Giscard, est toujours en poste, et c'est de l'Elysée que provient son gilet rayé. C'est donc le président, et non pas le candidat, qui lance ce super-emprunt ? Non point, puisqu'on l'annonce, solennellement, depuis la rue de Marignan.

Bref, on se perd dans les casquettes. Mais au-delà de l'anecdote, très significative de la colonisation de l'Etat par Giscard, une évidence demeure : ce n'est que dix-huit jours avant le scrutin que Giscard découvre la nécessité de relancer l'investissement. Et il n'hésite pas à engager le crédit de la France au service de sa campagne.

Décidément, il y a toujours, chez lui, un mauvais coup pour chasser l'autre.

Claude GAULT

VU DU LANGUEDOC

Les nouveaux seigneurs

VU de Celles, ce matin d'avril où le soleil allègrement monte par-dessus le pic de Vissou, le lac artificiel du Salagou se donne des airs de petite mer intérieure. Celles est sa victime : trop près des eaux, le hameau a dû être abandonné. Toitures crevées, murs lézardés, les maisons, dont quelques-unes furent solides et belles, ne sont plus désormais que ruines.

Venant de Salasc qui est au sud du lac, je suis allé à Octon, un village ocre bâti avec cette pierre rugueuse et colorée qu'on nomme ici la ruffe. Un jeune vigneron de l'endroit, Aimé Redon, à qui j'avais à demander conseil sur la plantation de cyprès autour de ma maison d'Olmet, tint à me faire goûter son vin de l'année, brun et chaleureux à la façon des gens d'ici.

De cyprès en cep, et de cep en tonneau, nous en vînmes à parler des sources...

— *A Saint-Martin-du-Bosc,* me dit Aimé, *les sources tarissent.*

Le phénomène, en cette saison, me parut surprenant.

— *Ce n'est pas une question de sécheresse,* précisa mon hôte. *C'est la Cogema.*

Et de m'expliquer que la Compagnie générale des matières nucléaires, depuis cinq ans, fore parci par-là, sans se soucier des nappes aquifères, et provoque un beau désordre souterrain.

— *Vous n'avez pas vu dans quel état sont les vignes du côté de Saint-Julien et du mas d'Alary ? Un véritable massacre...*

Un voisin arrive sur ces entrefaites, qui a justement un beau-frère à Saint-Jean-de-la-Blaquière, où l'on se bat contre les prétentions de la Cogema.

— *Là-bas,* dit-il, *ils ne veulent pas de mines ni de carrières. Au début, les gens de Lodève, enfin certains, pas tous, les ont traités de fanfarons. On les prend un peu plus au sérieux maintenant, depuis qu'ils ont placé des pancartes à l'entrée du village : Interdit à la Cogema !*

Ces pancartes, les autorités, discrètement, les ont enlevées. Les vignerons en ont remis.

— *Si on enlève celles-là aussi, les prochaines seront en béton !*

Aimé sert à boire. Sa femme apporte des galettes. D'une voix grave, le voisin évoque le calvaire que vivent les derniers habitants du mas d'Alary : eau des citernes rendue imbuvable, explosions, tirs de mines, poussière dont on se garde bien de dire quelle est sa teneur exacte en radioactivité...

Il paraît qu'en Haute-Vienne les paysans ont manifesté devant le siège de la Cogema aux cris de : *« Non à la colonisation ! »*

— *Je ne sais pas si ça servira à quelque chose,* avoue, désabusé, Aimé Redon. *Ces gens-là..., ces ingénieurs... Vous savez ce que c'est ?* Los nòus senhors d'aici... (« Les nouveaux seigneurs d'ici »).

Maurice CHAVARDÈS

Météo



Chaud et orageux

Jeudi : temps doux, températures élevées pour la saison. Il fera aussi chaud à Paris qu'à Madrid. Quelques averses d'orages [illegible] au [illegible]

Vendredi : poursuite du temps doux et chaud. Des [illegible] par endroits, plus [illegible] sur la Manche et [illegible] Des [illegible]

Notre seule force : vous !

COMBAT SOCIALISTE a été créé parce que quinze mille militants socialistes ont décidé de lui donner vie. Ils ont, en s'abonnant, fourni à notre journal son capital de départ.

Le quotidien des socialistes est né de cette volonté militante, en dépit des sceptiques et des désabusés. Maintenant il vit, il grandit, il progresse : tous nos lecteurs ont la gentillesse de nous le dire.

Malgré la faiblesse des moyens, qui transforme la parution quotidienne en coulisses de l'exploit, et grâce à l'acharnement et à l'enthousiasme qui, de la rédaction à l'atelier et du service de promotion à l'administration, mobilisent les énergies, nous tenons le pari : donner, chaque jour, une voix nouvelle aux socialistes.

Exister : c'est fait. Trouver sa propre originalité : nous y parvenons, jour après jour, tout en sachant bien que nous ne sommes pas encore parvenus au bout de notre recherche. Il nous faut maintenant asseoir l'entreprise, la consolider. Le mouvement est en route, grâce à la contribution de nos premiers abonnés, mais il faut, maintenant, lui donner des bases plus solides. Sinon...

Cette consolidation ne peut se faire qu'avec la contribution de nouveaux abonnés. Et ces abonnés de la seconde vague, il n'y a que vous, amis et lecteurs, qui pouvez nous permettre de les découvrir.

COMMENT NOUS AIDER ?

Il existe un moyen simple pour trouver des abonnés nouveaux. Il suffit de faire une prospection par correspondance. Vous connaissez : votre boîte aux lettres en a souvent été encombrée.

Il faut envoyer des millions de lettres et de prospectus divers, avec, si possible, beaucoup de couleurs et du beau papier pour taper dans l'œil du lecteur. Tout cela coûte cher, très cher. Le rendement ? On peut s'estimer satisfait quand il est de 0,5 %.

Combat socialiste n'a ni l'envie ni les moyens d'utiliser ce type de promotion. Sa démarche n'est pas commerciale, elle est d'abord militante. C'est pourquoi il se tourne vers ses lecteurs. Vers vous.

Que vous proposons-nous dans cette grande campagne pour gagner cinq mille abonnés nouveaux à *Combat socialiste* ?

Vous connaissez autour de vous, parmi vos parents, vos amis, vos collègues de travail, vos voisins, parmi ceux que vous retrouvez dans l'action syndicale, familiale, locale, des personnes qui peuvent devenir des lecteurs réguliers de notre quotidien.

Pour cela, il faut qu'ils le connaissent mieux. Là, vous pouvez nous aider. Très concrètement. En nous signalant les noms et adresses de ces abonnés possibles et en nous apportant votre contribution financière à l'effort de promotion.

Prenez votre agenda ; relevez une, deux, trois adresses. Plus si vous le pouvez. Envoyez-les nous en joignant, pour chacune d'entre elles, la somme de 50 francs. Nous enverrons *Combat socialiste* à ces personnes pendant six semaines (30 numéros) et, au bout de cette période, une invitation à s'abonner.

C'est la meilleure promotion que nous pouvons faire pour notre quotidien. C'est un acte militant et un acte politique : grâce à vous, pendant un mois et demi, tous ces nouveaux lecteurs vivront en direct la campagne de François Mitterrand.

Nous comptons sur vous.

Découpez ou recopiez ce bulletin

UNE NOUVELLE ETAPE POUR *COMBAT SOCIALISTE*

Je vous demande d'abonner à *Combat socialiste*, pour 30 numéros, les personnes suivantes :

M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

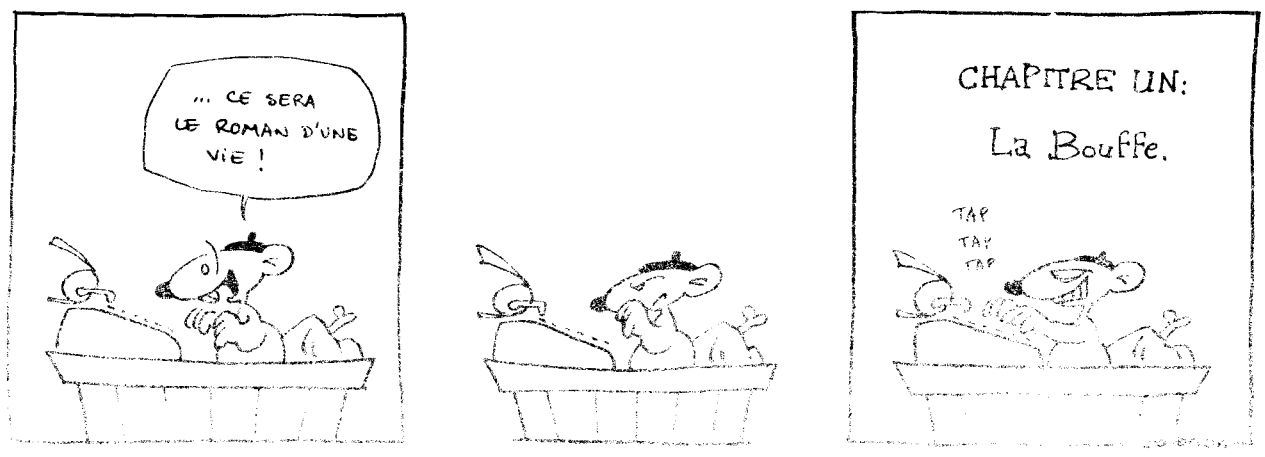
M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....
Adresse précise : .....
Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

Je vous joins la somme de ..... francs (50 F par adresse), par chèque bancaire ou virement postal (trois volets), à l'ordre de *Combat socialiste*.

ADRESSEZ CE BULLETIN ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT A *COMBAT SOCIALISTE* PROMOTION, 7 *bis*, PLACE DU PALAIS-BOURBON, 75007 PARIS.

Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND A FRANCE-INTER

«C'est la crise aujourd'hui, j'ai besoin de tout le monde»

L'émission « Face au public » de mercredi soir, sur France Inter, aura beaucoup porté sur les problèmes institutionnels qui se poseraient après la victoire du candidat socialiste. On y a aussi parlé unité nationale et convergences politiques. Mais le point fort de l'émission fut sans conteste l'annonce des quatre grands thèmes qu'entend développer le candidat socialiste d'ici à la fin du premier tour : la troisième révolution industrielle, les relations avec le tiers monde, la communication, et les équilibres naturels. Tous ces points devant s'accompagner d'une critique de plus en plus précise du septennat écoulé.

LE président sortant ayant annoncé quelques instants plus tôt la décision de lancer un emprunt de 30 milliards avec le chancelier Helmut Schmidt, et celle de donner 5 milliards de francs d'avantages fiscaux aux entreprises qui innovent, l'émission *« Face au public »* devait naturellement débuter sur le commentaire de ces mesures (voir page 5).

François Mitterrand a ensuite cité les quatre thèmes qu'il entend maintenant développer. Le candidat socialiste *« expliquera aux Français les conséquences, les effets de la mutation technologique correspondant à la troisième révolution industrielle, après celle de la machine à vapeur et de l'électricité, l'ère de l'électronique, de l'ordinateur, de la bureautique, de la robotique, de la machine à la place de l'homme, non seulement à la place de son muscle comme naguère, mais aussi maintenant à la place de son jugement et de sa mémoire »*. Il a ajouté : *« Je pense que l'une des grandes responsabilités du candidat sortant c'est d'avoir ignoré ces problèmes ou, s'il ne les a pas ignorés, d'avoir voulu les utiliser au bénéfice de la classe dirigeante »*.

Le deuxième thème sera *« sur la politique de développement de nos relations avec le tiers monde pour beaucoup de raisons : non seulement parce que le tiers monde exige de la part des pays industriels une grande solidarité, mais parce qu'il faut aussi penser que cela dépend beaucoup de nous et que nous avons à en attendre des retombées utiles à notre économie et notamment à la relance de notre économie »*.

Le troisième thème portera sur les problèmes de la communication au sens de *« l'organisation de la vie » : « Il y avait naguère une société et une civilisation rurale et pastorale ; il y a aujourd'hui une société urbaine mais il n'y a pas de civilisation urbaine. Nous en parlerons sur le plan de la communication orale, écrite, la presse, le transport, le logement, la culture. »*

Le quatrième thème aura pour objectif *« la définition politique des équilibres naturels ». « Jusqu'à notre génération, la nature avait dominé l'homme,* souligne François Mitterrand, *elle le domine encore parfois tristement. Je pense aux raz-de-marée, aux tremblements de terre, aux éruptions volcaniques. Mais cependant l'homme est en mesure, aujourd'hui, de dominer la nature. Et il l'écrase, il la détruit, en oubliant que, détruisant la nature, il se détruit lui-même. Il faut qu'on apporte des réponses à ces problèmes dans le cadre de cette campagne électorale présidentielle. »*

Interrogé ensuite sur l'attitude nouvelle des autres candidats : la crispation de Giscard d'Estaing et le léger changement de ton de Georges Marchais, le candidat socialiste répond. *« C'est vrai que depuis quelques jours, M. Giscard d'Estaing ne se sent plus. Il emploie désormais le ton d'un candidat irrité, inquiet, angoissé, qui perd son sang-froid »*. Quant au changement de ton de Georges Marchais : *« Je pose des questions, en particulier des questions à la direction du Parti communiste. Et je dis que si cette direction s'entête — et il semble en effet qu'il y ait quelques infléchissements — elle rendra pratiquement impossible toute tentative d'accord de gouvernement avec les autres partenaires de la gauche. En tout cas, c'est comme cela que moi, président de la République, qui ne suis pas soumis aux décisions de parti, j'interpréterai l'attitude maintenue de la sorte.*

Est-ce que l'hirondelle que vous m'annoncez annonce le printemps ? Je verrai, j'apprécierai. »

Abordant le problème constitutionnel, le candidat socialiste devait s'expliquer de nouveau sur la dissolution de l'Assemblée : *« Je ne veux pas dissoudre à tout prix. C'est une situation qui s'impose à moi. Cette assemblée a été élue il y a trois ans. On ne peut pas dire qu'elle ait rempli un rôle bien brillant. C'est une division constante, une dispute entre UDF et RPR. M. Barre a été obligé très souvent de recourir à la question de confiance, donc à la motion de censure posée par l'opposition, pour parvenir à faire adopter des lois. Par exemple, le budget de la France, c'est-à-dire les impôts, les ressources, n'a pas été voté. Les Français payent des impôts qui n'ont pas été votés directement »*.

Le candidat socialiste a ensuite rappelé que *« la majorité parlementaire résulte des élections... Et cette majorité sera d'autant plus forte que se réaliseront le grand rassemblement populaire et les réconciliations que je souhaite »*. Les élections législatives ? *« Oui, je les gagnerai,* a-t-il répondu, *parce que les Français sont logiques et qu'ils veulent une autre politique. »* Quel sera le mode d'élection de cette nouvelle assemblée ? *« Si j'étais en mesure de faire voter une loi sur la proportionnelle, je serai fortement tenté, ce qui veut dire que lorsque je serai en mesure de le faire, je le ferai. »* De même, a-t-il précisé, *« être disposé »* à une modification de la constitution pour organiser des référendums *« dans lesquels les Français se prononceront librement »*.



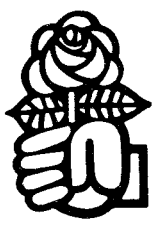
D'ici à la fin du premier tour : quatre grands thèmes. (Photo Pascal Lebrun)

Quand on lui a demandé en quoi il pouvait être *« l'héritier du général de Gaulle »*, François Mitterrand a répondu : *« Je ne m'en réclame jamais... mais c'est vrai que j'ai été à ses côtés dans la période difficile, et dans ce mois d'août 1944 où le premier gouvernement a repris les rênes de la fraction de la France libérée. Ce sont de grands souvenirs... Si politiquement je me suis séparé de lui, je n'ai pas dissimulé, j'ai écrit, parlé, bataillé... J'ai déjà dit : c'était la guerre avec de Gaulle, il avait besoin de tout le monde ; c'est la crise aujourd'hui, j'ai besoin de tout le monde. »*

• **Marie-France Garaud,** à TF1, a mis en cause les journalistes de cette chaîne et notamment Patrice Duhamel, leur reprochant leur engagement politique en faveur du pouvoir.

• **Pierre Mauroy,** porte-parole du candidat socialiste, a déclaré que *« pour nous socialiste, le septennat de Giscard d'Estaing, c'est le septennat de l'erreur, c'est-à-dire de quatre-vingt quatre mois d'erreurs »*.

Spécial P.S.



Réunions publiques

• *Vendredi 10 avril.* — François Mitterrand au Salon international des composants, **porte de Versailles** ; Louis Mermaz et Claude Estier à **La Tour-du-Pin,** puis à **Bourgoin-Jallieu** ; Georges Sarre à **Etaples** (Pas-de-Calais) ; Pierre Mauroy à **Niort,** puis à **Angoulême** ; Gilles Martinet à **Etampes** (21 heures) ; Michel Charzat à **Agen** ; Yvette Roudy à **Saint-Genies** (Rhône) ; Christian Nucci à **Bourg-Saint-Maurice,** sur le thème *« Pour une politique de la montagne »* ; Pierre Joxe à **Verdun-sur-le-Doubs** ; André Laignel à **La Châtre** ; Laurent Fabius à **Bolbec** ; Edwige Avice à **Saint-Chéron-Breuillet** (Essonne) ; Dominique Taddei à **Floirac** (21 heures) ; Anne Tregouët à **Pessac** (21 heures) ; Denis Lefebvre, Jean-Claude Bonnegrace, Bernard Parmentier, Raymond Forni sur le thème *« L'avenir des DOM-TOM avec l'autre politique, celle de François Mitterrand »*, sous la présidence de Françoise Farre, première secrétaire fédérale - Salle des fêtes de la mairie de **Bondy** (20 h 45) ; Claude Germon à la **zone industrielle de Bondoufle** (13 heures), puis à **Thionville** (Moselle), à 21 heures ; Véronique Neiertz à **Tours** et à **Saint-Cyr-sur-Loire** (Indre-et-Loire) ; Jacques Delors à **Angers.**

• *Samedi 11 avril.* — François Mitterrand participera au forum sur les identités régionales à **Bagnols-sur-Cèze** (Gard) ; à 16 heures, il sera à **Béziers** ; à 18 heures, il participera à un rassemblement populaire à **Carcassonne** ; à 22 heures, il fera un meeting à **Perpignan** ; Pierre Mauroy à **La Roche-sur-Yon,** puis à **La Rochelle** ; Pierre Joxe à **Montereau** ; Louis Mermaz à **Menton** (18 heures), puis à **Vallauris** (21 heures) ; Gaston Defferre à **Olmetto** (Corse) ; Christiane Mora à **Segré** ; Claude Germon à **Thionville** (Moselle), journées entreprises, puis à **Cerny** (21 heures) ; André Laignel à **Ardentes** ; Lionel Jospin à la fête de la rose de **Nevers** (Nièvre) ; Jean-Pierre Chevènement à **Soultz** (Haut-Rhin) ; Christian Nucci au **Touvet** (Isère), sur le thème *« L'aménagement du territoire »*.

Rencontres

• *Samedi 11 avril.* — Une rencontre avec les personnes âgées est organisée par les socialistes du **VIe arrondissement.** Elle sera composée de deux parties : une animation avec Marthe Mercadier et Robert Lamoureux, un débat politique avec Jean Laurain, député de Metz et délégué national aux personnes âgées.

• *Samedi 11 avril* **à Bagnols-sur-Cèze** (Gard) aura lieu *le forum national des identités régionales.* Trois thèmes seront particulièrement abordés : *« Régionalisme et socialisme »*, avec Christian Laurissergues ; *« Culture loin de Paris »*, avec Pierre Guidoni et Georges Sutra ; *« L'économie régionale »*. François Mitterrand fera une intervention à 14 heures.

De nombreuses animations sont prévues : chanteurs et groupes occitans, marionnettes de Provence, danses tahitiennes... Un récital de Marcel Amont (21 heures).

De gauche... ...droite

Le PS critique Jean François-Poncet

Le PS critique la visite effectuée par Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, en Corée du Sud : *« Il est scandaleux,* précise-t-il, *qu'un ministre de la République française conforte un régime de terreur. Il est humiliant que Jean François-Poncet ait accepté d'aider le régime du général Chon à établir des relations diplomatiques là où la Corée du Sud n'en a pas. Le PS ne peut que condamner fermement un gouvernement qui apporte son soutien dans un but purement mercantile à un régime dictatorial. »*

Le « Renouveau juif » contre Giscard

Henri Hadjenberg, président du « Renouveau juif », a lancé mercredi un appel au « vote sanction » à l'encontre de Valéry Giscard d'Estaing. Un an exactement après le lancement de l'idée d'un « vote juif », à l'occasion des « douze heures pour Israël », il a tenu à insister sur l'existence d'une *« préoccupation juive »* à la veille de l'élection présidentielle.

« Cette préoccupation, a-t-il précisé, *concerne le terrorisme international et la politique étrangère de la France au Proche-Orient. »*

Sondages : contradiction

Deux sondages viennent d'être publiés, donnant des résultats diamétralement opposés. Selon celui d'Indice-Opinion réalisé pour VSD, en effet, François Mitterrand l'emporterait contre Valéry Giscard d'Estaing avec 52,5 % des intentions de vote (sondage réalisé entre le 21 mars et le 1er avril auprès de 5 355 personnes âgées de plus de dix-huit ans, représentatives de la population française).

C'est Valéry Giscard d'Estaing par contre qui l'emporterait contre le candidat socialiste avec 52 % des suffrages, selon Public SA, réalisé du 26 mars au 4 avril auprès d'un échantillon national représentatif de 5 000 personnes en âge de voter pour *Paris-Match.*

Michel Pinton, délégué national de l'UDF et Indice-Opinion lui-même demandent à la Commission des sondages de vérifier cette enquête d'opinion. Mais de son côté Jacques Toubon, secrétaire général du comité de soutien à Jacques Chirac, s'étonne que Michel Pinton manifeste de la surprise quand un sondage est défavorable à Giscard d'Estaing...

Dans les DOM-TOM

«Toutes les forces de progrès soutiennent François Mitterrand»

Malgrè une envolée de ministres en «mission officielle»

AU « Point de presse » du 8 avril, au siège du Parti socialiste, Joseph Franceschi, délégué national aux DOM-TOM, a présenté les comités de soutien à François Mitterrand dans les départements et territoires d'outre-mer en déclarant : *« Toutes les forces de progrès sont avec François Mitterrand. Ainsi à Saint-Pierre-et-Miquelon M. Albert Pen, sénateur et maire de Saint-Pierre, président du conseil général, et huit conseillers généraux, présentent sa candidature. En Guadeloupe c'est M. Frédéric Jalton, maire et conseiller général des Abymes, membre de l'assemblée des communautés européennes, qui conduit la campagne, assisté de M. Georges Dagogna, sénateur, et de quatre conseillers généraux. Le président du comité de soutien est M. Florent Girard. En Martinique, le comité est présidé par le docteur Félix Dontone. La candidature de François Mitterrand a été présentée par Aimé Césaire, député et maire de Fort-de-France, entouré de nombreux maires et conseillers généraux. En Guyane c'est le maire de Saint-Laurent-du-Maroni, le sénateur Raymond Tarcy qui est à la tête du comité de soutien. Et de nombreux maires dont Gérard Holder, maire de Cayenne, et conseillers généraux lui apportent leur appui. »*

Quelques inquiétudes

« En Guyane, le Parti socialiste guyanais, qui n'est pas lié au Parti socialiste métropolitain, a décidé de soutenir François Mitterrand. En Martinique le parti d'Aimé Césaire, le PPM, a décidé lui aussi d'apporter son soutien. »

A la Réunion, où le Parti socialiste n'a pas beaucoup d'élus, le comité de soutien est présidé par M. Jean-Claude Fruteau avec Wilfrid Bertile. En Polynésie le délégué du candidat socialiste est M. Jacques Drollet, secrétaire général du parti de « la Mana Te Nunaa ».

« En Nouvelle-Calédonie l'Union calédonienne a décidé de soutenir François Mitterrand, tandis que dix conseillers territoriaux, et le député de Nouméa, M. Roch Pidjot, ont présenté sa candidature. »

Toutes les forces de progrès sont donc unanimes derrière François Mitterrand.

Observateurs officiels

On peut cependant avoir « quelques inquiétudes » du fait de l'accentuation de la campagne officielle avec le véritable ballet ministériel qui se déroule : MM. Soisson, Poncet, Beullac, Plantier, Stoleru, Peyrefitte, , Mehaignerie, sont en « déplacement officiel », mais on sait bien que le but de leur voyage est de faire pratiquement la campagne du citoyen-candidat.

Raymond Forni, député de Belfort, a posé une question écrite au premier ministre pour savoir sur quel budget sont payés ces voyages. La réponse est attendue.

On constate d'ailleurs curieusement l'absence dans cette tournée du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Paul Dijoud « *remarquablement muet en ce moment* ».

« Cette envolée de neuf ministres, soi-disant en mission officielle, fausse terriblement la campagne en faisant croire qu'ils sont la France, et que le PS n'est pas la France. »

Joseph Franceschi a par ailleurs demandé à la commission nationale de contrôle des élections que soient envoyés dans les DOM-TOM des observateurs officiels comme cela s'est fait lors des élections précédentes. Cette fois la réponse de la commission est négative, sous prétexte que les commissions locales sont suffisantes. Le PS a cependant renouvelé sa demande en s'appuyant sur les conclusions des observateurs aux précédentes consultations électorales.

Philippe LERAY

Des personnalités du PS chargées de mission

Plusieurs personnalités du Parti socialiste vont être envoyées dans les DOM-TOM pour soutenir la candidature de François Mitterrand. Pierre Mauroy, porte-parole du candidat, ira du 15 au 18 avril en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe. Laurent Cathala, maire de Créteil, conseiller général du Val-de-Marne, ira en Guadeloupe. Bernard Parmantier, sénateur de Paris et Guy Ramirez, adjoint au maire d'Alfortville, iront à la Réunion où Edith Cresson, député européen, tiendra un meeting. Quant aux territoires du Pacifique, ils recevront la visite de Raymond Forni, député du Territoire de Belfort.

Service public : d'abord l'intérêt général

L'Etat doit d'abord être un ensemble de services pour la population avant d'être un instrument de puissance. C'est dire l'importance que les socialistes attachent aux services publics.

par Catherine LALUMIERE *

TOUT ce qui touche aux services publics est nécessairement commandé par le modèle de société que l'on veut construire. C'est pourquoi il y a plusieurs conceptions du service public, que l'on peut, pour simplifier, regrouper en deux catégories : la conception néo-libérale et la conception socialiste.

La première conception est celle de l'actuel gouvernement. L'objectif prioritaire est le développement de l'économie privée. Dans cette perspective, les services publics ont deux finalités.

D'une part, ils doivent favoriser le développement du secteur privé en apportant toute l'aide possible : élaboration de textes législatifs et réglementaires favorisant certaines entreprises, voire certains particuliers (par exemple, en matière fiscale) ; abandon par le service public de certaines activités rentables au profit d'entreprises privées.

D'autre part, les services publics se voient assigner une mission d'assistance minimale, non dans le dessein de créer plus de justice entre les citoyens, mais dans celui d'éviter les explosions sociales. Ainsi, on maintient les services publics de l'enseignement, de la santé, de la distribution du courrier, etc., mais ce seront des services de masse, de médiocre qualité, alors que, parallèlement, se développeront dans les mêmes domaines des activités privées florissantes, coûteuses, et s'adressant à une clientèle privilégiée : enseignement dans des instituts ou écoles financés par le patronat ; cliniques privées et médecine pour les riches.

La conception socialiste du service public est évidemment toute différente. L'objectif prioritaire est la satisfaction des besoins collectifs.



Catherine Lalumière. (Photo Pascal Lebrun)

Et d'abord les besoins d'intérêt général. Pour certains grands services publics, l'intérêt général doit être clairement réaffirmé car ils doivent servir à tous, impartialement (justice, information, police, impôts, etc.). En aucun cas, ils ne doivent être au service d'une classe ou d'un clan.

Mais, dans certains cas, notamment pour les services publics sociaux, l'intérêt général ne suffit pas à en définir la place et le rôle. Il faut déterminer les catégories sociales défavorisées pour lesquelles il est nécessaire de créer un service. Dans cette perspective, le Parti socialiste affirme nettement que les services publics ne sont pas neutres. Ils ont pour objectif d'instaurer, autant que faire se peut, une société fondée sur la justice sociale. On peut, dès lors, parler d'une *éthique du service public,* car c'est bien sur le plan d'une morale sociale que le problème se pose.

De là découlent des positions précisées par le Parti socialiste dans son ouvrage *la Démocratie en jeu.*

—Position sur la place des services publics. Afin de tenir compte des besoins collectifs qui existent dans notre pays, il est normal que les socialistes souhaitent créer des services nouveaux et faire fonctionner correctement ceux qui existent. Il ne s'agit, en aucun cas, d'un « totalitarisme » du service public. Il faut laisser hors du champ des services publics quantités d'activités correctement assumées par l'initiative privée, tant en matière sociale ou culturelle (associations, mutuelles, etc.) qu'en matière économique (coopératives, mais aussi entreprises privées industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles).

— Position sur les « grands principes socialistes » du service public, ses « règles d'or » : principe d'égalité devant le service ; principe de continuité (à concilier avec l'affirmation du droit de grève) ; principe du respect des volontés démocratiques, ce qui oblige à définir clairement les rôles respectifs des usagers (qui doivent avoir leur mot à dire beaucoup plus qu'à présent), des travailleurs (dont les pourvoirs doivent se développer) et des autorités politiques issues de l'élection (Parlement, assemblées locales élues).

— Position sur les modes d'organisation et les règles de gestion des services publics. Les socialistes sont très attachés à des formules souples évitant toute concentration bureaucratique. Certes, certains services doivent être gérés par l'Etat central (défense nationale, diplomatie, etc.). Mais, chaque fois que cela est possible, il faut adopter des formules décentralisées (au niveau des régions, des départements, des communes) et des modes d'organisation variés (régie, établissement public administratif, ou industriel et commercial, etc.), en fonction du besoin à satisfaire. Mais la variété et la souplesse dans le régime juridique ne doivent jamais conduire à sacrifier les principes fondamentaux du service public, auquel il faut faire retrouver l'élan qu'il a connu dans les temps forts de son histoire.

* *Déléguée nationale du Parti socialiste à la fonction publique.*

Un appel aux candidats

Le Comité pour la défense et la reconquête du service public bénéficie, depuis le lancement de son appel, d'un puissant élan de soutien dans le pays.

Le Comité lance un appel aux candidats afin qu'ils précisent les mesures proposées pour rendre au service public sa dignité perdue et à la République le sens de l'intérêt général.



Quand Giscard emprunte, Schmidt lui prête son soutien

Giscard engage aussi le crédit de la France au service de sa campagne

Valéry Giscard d'Estaing a choisi une salle exiguë de la rue de Marignan pour présenter aux journalistes entassés une série de mesures aptes, selon lui, à donner *« un nouvel essor à l'investissement et à la recherche »*.

Qu'est-il donc venu faire à son état-major de campagne pour annoncer, à la va-vite, ses décisions de président de la République ? Une fois de plus, le président-candidat court du palais de l'Elysée à la rue de Marignan, change de casquette et joue au candidat. Il n'a pas hésité à conclure en précisant que son premier ministre donnerait les détails que les journalistes n'ont pu, faute de temps, obtenir. Raymond Barre est-il le porte-parole de sa campagne ?

Il y a une contradiction évidente entre ce président qui n'a rien perdu de sa solennité et l'ambiance faussement décontractée et intimiste de son *« staff »*. Quelques minutes avant son arrivée, des giscardiens en bras de chemise tentaient, non sans difficultés, de coller une nouvelle affiche de « Giscard se bat pour la paix », une certaine confusion régnait dans la salle.

Quelque chose ne va plus rue de Marignan, l'amateurisme simulé ne semble pas payant et le président-candidat a du mal à se situer dans sa campagne. Prochain *« temps fort »* : le 23 avril à Lyon sur le thème de la paix et des libertés.

Colette PARIS



AINSI donc, après le petit coup de pouce donné lors du marathon agricole, Schmidt récidive. La campagne de Giscard s'essoufflait, Schmidt vole à son secours. Dans sa précipitation, le chancelier ouest-allemand a même gaffé en annonçant dès la semaine dernière cet emprunt franco-allemand prétendument destiné à *« financer un plan concerté de luttes contre le chômage »* des deux côtés du Rhin.

Raymond Barre, qui s'était entretenu avec Helmut Schmidt le jeudi 2 avril sur ce projet, avait beau démentir, le président-candidat se devait d'annoncer rapidement ce qu'il n'hésite pas à qualifier de second *« temps fort »* de sa campagne. Le premier était son meeting à la porte de Pantin où il a présenté son plan pour l'emploi des jeunes.

Quatre mesures ont été annoncées par Giscard d'Estaing pour, selon lui, *« donner un nouvel essor à l'investissement et à la recherche »* en vue de permettre aux petites et moyennes entreprises d'acquérir une plus grande compétitivité. L'objectif central de ce dispositif serait d'obtenir pour la France, au cours du prochain septennat, une croissance supérieure d'au moins un demi-point par an à celle de la RFA.

La première de ces mesures est le lancement de cet emprunt franco-allemand d'un montant de 5 milliards d'ECU (1 ECU = 6 F), répartis à parts égales entre la RFA et la France, soit l'équivalent de 15 milliards de francs pour chaque pays.

Ces 15 milliards, a précisé Giscard, seront affectés à un *« fonds spécial d'investissement pour l'emploi »*. Cette action télécommandée entre Bonn et Paris tombe à pic. Outre qu'elle permet à Giscard de relancer sa campagne qui n'arrive pas à décoller, elle temporise quelque peu les revendications ouest-allemandes, tant au sein du parti d'Helmut Schmidt que parmi les syndicats.

En second lieu, a poursuivi le candidat à l'Elysée, le nouveau gouvernement engagera dès le 15 juin les crédits du fonds d'action conjoncturel, crédits déjà alloués et qui s'élèvent à 6,6 milliards de francs.

La troisième mesure consiste à porter de 1,8 % à 2,3 % du produit intérieur brut en 1988 la part des dépenses de recherche et de développement. Quant à la quatrième mesure, elle devrait prendre la forme d'une puissante incitation fiscale à la recherche et au développement, sans que toutefois Giscard donne de plus amples précisions quant à ses modalités.

A l'heure où la dette extérieure de la France dépasse les 120 milliards de francs, on peut s'interroger sur l'opportunité de lever un nouvel emprunt dont l'efficacité reste à démontrer. D'où l'obligation pour le « candidat-président » de doubler ce dispositif par une relance des dépenses publiques et d'avouer implicitement l'échec de la politique menée en faveur de la relance de l'investissement. Des deux côtés du Rhin, le postulat selon lequel *« les profits d'aujourd'hui constituaient les investissements de demain et les emplis d'après-demain »* n'a pas produit les effets escomptés.

Si les quatre mesures annoncées, mercredi 8 avril, par Giscard doivent avoir un effet positif sur l'économie nationale, pourquoi avoir tant tardé à les prendre ? Tant en France qu'en République fédérale d'Allemagne, la crise économique et sociale n'est pas une nouveauté.

Jean-Paul GEAI

Chirac joue l'étonné

JACQUES CHIRAC s'est étonné, mercredi 8 avril, à Toulouse, de l'emprunt que la France a décidé de lancer conjointement avec l'Allemagne fédérale, alors que, selon lui, « elle est déjà très endettée ». « Fallait-il, *a également demandé le candidat du RPR,* lancer un emprunt avec l'Allemagne qui est dans une situation plus difficile que la nôtre ? »

Recherche : le plan du PS

«+10% à l'horizon 1985», a déclaré Jean-Pierre Chevènement

« VOTRE programme électoralo-publicitaire ne peut effacer douze ans d'impéritie », a lancé Jean-Pierre Chevènement à Pierre Aigrain.

« L'effort de la France en matière de recherche n'a pas cessé de décliner depuis douze ans. 2,2 % de la production intérieure brute en 1968, 1,8 % aujourd'hui. »

Invité mercredi 8 avril par l'Association des journalistes scientifiques, aux côtés des représentants des trois autres grands partis (UDF, RPR et PC), Jean-Pierre Chevènement a précisé le programme du Parti socialiste dans le vaste domaine de la recherche... et rafraîchi la mémoire de l'actuel secrétaire d'Etat.

« 10 % de croissance en volume des sommes dépensées à la recherche, c'est tenable », a dit encore Jean-Pierre Chevènement. La volonté du PS est de porter à 2,5 % de la PIB l'effort recherche. Tandis que Pierre Aigrain, faisant l'impasse sur les sept années écoulées, vante l'effort à venir de la France tel qu'il ressort du VIIIe Plan : *« Nous avons fait de la recherche la première action prioritaire du VIIIe Plan et nous fixons, à l'horizon 1985, à 2,15 la part de la recherche dans la PIB ! »*

« Pourquoi ne pas s'en être soucié plus tôt ? », lance alors le député de Belfort, qui souligne que les crédits consacrés à la recherche publique ces dernières années ont décru de 25 % pour les crédits de fonctionnement et de 40 % pour les équipements.

Plus grave encore, on a réformé le statut des grands organismes, celui des chercheurs, aujourd'hui celui des ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs, dans le mépris des règles démocratiques. *« On consulte le Parlement après coup, on laisse les syndicats en dehors du coup ! On appelle choix de créneaux une recherche calquée sur les axes de développements des grandes entreprises. Or, si nous sommes pour une meilleure liaison entre la recherche et la production, nous sommes contre son asservissement : la sidérurgie, le textile, la mécanique, les PMI, autant de parents pauvres de la recherche. »* Et pour inciter les entreprises à développer leur effort, le PS envisage de mettre à leur disposition des prêts bonifiés.

Et Jean-Pierre Chevènement conclut : *« Le contrôle démocratique et la sauvegarde des libertés, tels sont les impératifs qui doivent guider tous les choix en la matière. Sinon, les sciences et la technologie peuvent constituer une grave menace. »*

Au fond de la petite salle, cinq observateurs silencieux représentant les syndicats du CNRS. En leur remettant en fin de matinée, mercredi, le statut qui régira demain les ITA, Pierre Aigrain leur a donné moins de quarante-huit heures pour examiner des dispositions qui aggravent sensiblement leur sort.

C'est vendredi matin, en effet, que le secrétaire d'Etat réunit le comité consultatif des personnels, dont il est obligé de recueillir l'avis.

C.M.

Le statut des ITA
Simulacre d'une consultation

VENDREDI 10 avril, tout sera peut-être consommé. Les ingénieurs techniciens et administratifs de la recherche du CNRS seront dotés d'un nouveau statut.

Parce que, ce matin-là, Pierre Aigrain réunit pour solliciter son avis comme le règlement l'y oblige, le comité consultatif des personnels.

Les syndicats, tous ligués pour la circonstance, appellent à une grande manifestation, qui devrait avoir le succès des mots d'ordre lancés chaque semaine depuis un mois. Ils attendent des milliers de mécontents, quai Anatole-France, ce même vendredi à 9 heures, devant le siège du CNRS.

Les représentants des cinq syndicats de la recherche du CNRS, la CGC, la CFDT, FO, la FEN, la CGT ont expliqué, mercredi 9 avril, dans une conférence de presse, les menaces qui pèsent sur les ITA que l'on force à la mobilité.

Ils dénoncent de la même façon la procédure accélérée et antidémocratique, *« simulacre de consultation »*. A l'INRA, l'organisme public de la recherche agronomique, les jeux sont faits. Les dispositions qui s'appliqueront demain au personnel sont passées mercredi devant le comité consultatif. Les syndicats de l'INRA, à qui l'on avait remis quarante-huit heures plus tôt le projet, avaient demandé que l'on repousse à un mois l'examen des décrets. Ils n'ont pas obtenu satisfaction.

F. Mitterrand se méfie de l'emprunt Giscard

INVITE de « Face au public », mercredi soir, sur France-Inter, François Mitterrand a commenté les mesures communes prises par Giscard d'Estaing et Schmidt : *« En somme, tout ce qui a raté pendant sept ans se résout miraculeusement en trois semaines. C'est dire le sérieux des propositions du candidat sortant. Je ne crois pas qu'il était vraiment nécessaire d'accroître l'endettement de la France, qui est déjà lourd, d'autant plus que l'investissement est en chute libre depuis 1980... Chaque fois que M. Giscard d'Estaing lance un emprunt, je suis un peu méfiant. »* Evoquant l'emprunt à 7 % lancé en 1973, alors que Giscard était ministre de l'Economie (voir *Combat socialiste* des 4, 5 et 6 avril), le candidat socialiste a poursuivi : *« L'emprunt Giscard, qui a rapporté 6,5 milliards en 1973, a déjà coûté 9 à 10 milliards et, lorsqu'il arrivera à son terme en 1988, il aura coûté environ 100 milliards... C'est l'emprunt le plus extraordinairement stupide. Il n'y a aucun programme, y compris celui du Parti socialiste, qui coûtera jamais autant que le seul paiement de l'emprunt Giscard. »*

En ce qui concerne les 5 milliards de francs par an d'avantages fiscaux pour les entreprises qui favoriseront la recherche et l'innovation, François Mitterrand a considéré que c'était *« une bonne chose »*, mais que Giscard *« aurait dû le faire, puisqu'il avait lui-même promis d'atteindre 2,2 %. Le VIIIe Plan proposait lui-même 2,15 %. Si M. Giscard d'Estaing intervient aujourd'hui,* a souligné le candidat socialiste, *c'est parce qu'il cherche à rattraper, dans les trois dernières semaines, le retard dont il est responsable ».*



A Paris, Bd Magenta, les agences poussent comme des champignons.

La crise? merci, ça va...

Les entreprises de travail temporaire ont multiplié en sept ans leur chiffre d'affaires par cinq alors que les prix ne faisaient que doubler

ILS ont affaire pour partie aux mêmes « clients ». Seulement, l'un dégage un bénéfice qui suffirait presque à faire tourner l'autre. Mon premier s'appelle l'intérim, mon second, l'ANPE.

Les entreprises de travail temporaire — que nous appellerons ETT pour simplifier —, n'ont-elles pas dégagé, en 1980, un bénéfice avant impôts de 640 millions de francs. Plus des deux tiers du budget de l'ANPE pour la même année !

On sait la progression fulgurante du chômage avec le quadruplement des demandeurs d'emploi en sept ans, on sait moins l'expansion de l'intérim. 16 milliards de chiffre d'affaires en 1980, 3 milliards seulement en 1973 (1).

La clé universelle

Finies les vertes années ? Michael Grunélius, l'allure viking et les yeux clairs, et gérant de Manpower, s'attend à ce que l'intérim plafonne : « *On ne reprendra notre croissance*, dit-il, *que lorsque la conjoncture sera plus favorable... Mais sachez, qu'entre 1960 et 1967 notre chiffre d'affaires a doublé chaque année !* » Et le gérant de Manpower, troisième ETT de France — 180 agences à la fin de 1981 dont 40 créations pour cette seule année — se dit touché par la « crise ». « *Les entreprises utilisatrices, nos clientes, compriment leurs frais, elles coupent tout ce qu'elles peuvent couper ; à commencer par le personnel temporaire.* »

Seulement, bon an mal an, les ETT ont connu malgré la crise, ou grâce à elle, une croissance sans précédent. Le ministère du Travail dénombrait au 31 décembre 1979, 3 793 agences.

Quel est donc ce créneau qui fait vivre l'intérim ? Quels services les ETT rendent-elles donc à leurs clients d'autant plus précieux que les temps sont difficiles ?

Laissons parler ce directeur du personnel. Son entreprise, qui appartient au secteur industriel privé, emploie, hors filiales, 18 000 salariés.

« *L'intérim ? Je l'utilise pour des remplacements, quand il y a un surcroît de production, quand on modifie nos structures, le temps de mettre les nouvelles en place... Il arrive aussi que cela tienne lieu d'essai, de test avant l'embauche... L'agence m'envoie ainsi des gens pour le secrétariat, la comptabilité, des manœuvres, des ouvriers pour les usines de province, des dessinateurs industriels, des informaticiens (introuvables sur le marché du travail)...* » L'intérim tient un peu de la clé universelle !

Traditionnellement, n'avaient recours à l'intérim que les entreprises qui cherchaient à remplacer leurs permanents en absence de longue durée et celles qui avaient besoin de spécialistes trop rares sur le marché du travail, comme les soudeurs sous argon ou les chaudronniers.

Aujourd'hui, les entreprises semblent avoir recours systématiquement à l'intérim. Citons l'aéronautique et l'automobile.

Blaupunkt, le célèbre fabricant d'auto-radios, employait en mai 1980, dans son établissement de Caen en Normandie, 247 intérimaires pour 734 permanents, signale la CFDT.

Depuis quatre ans, les clientes des ETT emploient davantage d'intérimaires, manœuvres et ouvriers sans qualification. Seul un travailleur temporaire sur trois est employé.

Pourquoi cet appel massif à l'intérim ? Notre chef du personnel poursuit : « *On ne peut plus licencier sans réunir le comité d'entreprise, soumettre le dossier à l'inspecteur du travail ; on se heurte aux pressions des syndicats. Bref, on perd bien quatre à cinq mois !* »

Pourtant, l'intérim n'est pas des plus économiques. Il y a quelque temps, notre entreprise s'est livrée à un petit calcul : elle a comparé la facture du travailleur temporaire aux salaires et charges sociales d'un salarié permanent de même qualification. En ajoutant à son salaire un zeste de frais de gestion, additionné des congés payés et primes diverses, elle a trouvé que l'intérim lui coûtait 6 à 8 % plus cher. Le prix de la souplesse et de la paix sociale. L'entreprise y trouve son compte .

Manœuvres et ouvriers

Il faut dire que la loi de janvier 1972, qui régit le travail temporaire, n'est pas très contraignante. Normalement, un intérimaire ne peut rester plus de trois mois sur le même poste. Mais rien n'interdit à l'entreprise de faire « tourner » les travailleurs temporaires sur le poste.

D'autant qu'avec la multiplication des officines, les entreprises font jouer la concurrence. Aussi, le coût de l'intérim baisse-t-il pour l'entreprise. 30 % des intérimaires sont aujourd'hui payés au SMIC, moins d'un sur dix pour l'ensemble de la population active*.

Tandis que de leur côté, les ETT font jouer, elles aussi, la concurrence.

C. M.

(1) Estimations de la profession.

Les nouveaux

Avec les bénéfices des entreprises de travail temporaire pour l'année 1980, l'ANPE aurait pu fonctionner huit mois.

Quand deux chômeurs s'étaient inscrits à l'ANPE en 1978, pour fin de « mission intérim », ils étaient trois en 1980.

L'intérim s'est trouvé, avec la crise, un nouveau créneau. D'un côté, l'entreprise « cliente », soucieuse d'alléger ses charges. De l'autre, le réservoir sans fond des sans-emplois.

Seulement l'intérimaire n'y trouve plus son compte. Le volontariat, en la matière, ça n'existe plus.

Un intérimaire sur deux franchit le seuil d'une officine de travail temporaire, parce qu'il désespère d'un emploi permanent.

Une armée silencieuse

Peut-on encore parler de volontariat?

EST-IL vrai, comme le prétend la profession, qu'il existe une frange importante de la population qui ne rêve que de travail intérimaire ? En tout cas, la publicité que font les ETT veulent en accréditer l'hypothèse. Dans une petite brochure luxueuse, Manpower, qui dépense 1,5 % de son chiffre d'affaires pour drainer des candidats, ne parle-t-il pas de l'intérim comme d'une formule pleine d'avenir de « travail à la carte » ?

Seulement, les enquêtes menées auprès des travailleurs intérimaires n'en disent pas autant. Pourtant, elles ont été conduites pour le compte des ETT et à leur demande. 2 400 intérimaires ont été interrogés pour PROMATT, l'un des trois syndicats de la profession. Plus de la moitié des intérimaires sont venus voir les officines parce qu'ils désespéraient de trouver un emploi fixe. Et moins d'un sur cinq a choisi la formule parce qu'elle leur permettait de s'arrêter quand bon leur semblait.

On peut douter du volontariat en la matière ! Certes, il fut un temps où les salariés y trouvaient, pour la plupart, leur bonheur. Ils sont rares aujourd'hui. Ils existent encore, comme ces tôliers-formeurs qui touchaient en tant qu'intérimaires, chez Renault Véhicules industriels, en juin dernier, 8 900 francs brut par mois, plus 120 francs de prime de déplacement , alors que les professionnels permanents de la « boîte » n'avaient que 5 500 francs plus la prime d'ancienneté (1). Luis, vingt-huit ans et un CAP de mécanique, ne fait pas parti du lot des intérimaires privilégiés : « *On est presque comme des journaliers. Tous les jours, on vient voir à l'agence s'il y a du travail. Je débarque à 7 heures, et je tombe sur 20 types comme moi. C'est un minimum. On vous propose des boulots d'une journée, d'une demi-journée parfois. J'ai charrié comme ça des brouettes de 200 kilos de goudron.* »

Françoise, quarante ans, secrétaire intérimaire, surenchérit : « *Non, ce n'est pas un choix. On est payé à l'heure et remerciable dans le quart d'heure !* »

Bonne pour les ponts

Quant à Anne-Laure, en rupture d'études à vingt-cinq ans, elle vient tout juste de terminer une mission d'intérim. Elle raconte, d'une voix égale et déprimée : « *C'était en août 1980. Je revenais de vacances et j'avais perdu mon boulot. J'étais complètement à sec : plus de chéquier, et 6 000 francs à rembourser dans les trois mois. J'ai donc poussé la porte d'une boîte d'intérim. Je ne suis pas secrétaire, mais j'ai l'habitude de la frappe.*

» *Ils m'ont testé et m'ont trouvé un boulot au siège social d'une compagnie pétrolière. C'est vrai que je connaissais la chef d'agence. Elle m'a trouvé un contrat de trois mois renouvelable. On ne peut pas dire que l'accueil a été très chaleureux. J'étais l'intruse, j'agaçais, je dérangeais les petites habitudes (je remplaçais une personne en congé de maternité). Après trois mois, on m'a fait des ennuis. C'était au moment de Noël. Le patron du service m'a dit : on n'a pas besoin de vous pendant tout le début de la semaine. Par contre, on vous veut pendant les « ponts » des fêtes. Si je refusais, on considérait que je partais de mon plein gré, et je perdais mes primes.*

» *J'ai touché, en gros, toutes primes comprises, les vacances, la précarité, la prime de longue durée, 3 000 francs net par mois. Tandis que les secrétaires qui bossaient comme moi, je l'ai appris par la suite parce qu'elles ne voulaient pas en parler, touchaient entre 4 500 et 5 000 francs par mois (4 200 francs pour une débutante). Il y avait dans cette société une soixantaine d'intérimaires comme moi. Je le sais parce que je suis allé voir le syndicat de l'entreprise quand on a failli me remercier. Ils ont été sympas.*

Mais ils ont reconnu qu'ils ne s'occupaient pas beaucoup des intérimaires, qu'ils ne connaissent même pas. »

Huit ans d'intérim devant la même machine

LA scène se passe en banlieue ouvrière, dans la région parisienne. Dans un bel immeuble bourgeois, repeint à neuf — une fois n'est pas coutume — qui abrite le conseil des prud'hommes. Quelques minutes avant son procès, un homme fébrile fouille dans une liasse de bulletins de salaire ; il remet les dernières pièces à son défenseur.

Babrak est turc. Il a cinquante ans. La casquette à la main, en tenue du dimanche, il attend de comparaître. A quelques mètres de lui, son patron : Babrak a assigné son employeur devant le tribunal.

Pendant huit ans, il a tenu son poste sur la machine à affranchir les lettres. Il raconte, la voix chargée de rancœur : « *Cette année, à mon retour de congés, hop ! à la porte. Sans prévenir ! C'est tout de même pas correct !* »

A l'audience, l'employeur se déchargera sur l'agence d'intérim. Parce que Babrak est intérimaire... depuis huit ans.

Et la loi est bafouée sur toute la ligne... depuis huit ans.

Sauf sur un point. Lorsque l'on est intérimaire, c'est légal qu'on vous remercie dans le quart d'heure, sans préavis, ni indemnités.

serfs de la crise

Payés au SMIC, exposés aux accidents du travail, isolés dans l'entreprise, remerciables dans le quart d'heure, une part croissante des intérimaires grossit les rangs d'une formidable armée de réserve, taillable et corvéable à merci. Les syndicats, les juristes, et les partis de gauche dénoncent le virage de l'intérim.

Il faut, à un intérimaire, deux fois plus d'heures de travail effectif qu'à un salarié permanent, pour bénéficier du chômage. La profession, soucieuse de redorer son blason, vante encore aujourd'hui l'intérim comme la formule pleine d'avenir du « travail à la carte ».

Venu au secours de l'entreprise qui trouve la formule bien commode, l'intérim est aujourd'hui plus que jamais en procès.

Voilà, en quelques lignes, les grands traits de la condition de l'intérimaire. Celle de l'employée peu qualifiée. Celle de l'ouvrière, qui travaille à la chaîne, n'est guère plus enviable.

1 000 francs de moins

Que l'on en juge. L'été dernier, à Caen, une soixantaine d'intérimaires de Blaupunkt ont arrêté le travail. Adélaïde, qui s'occupe du « collectif » des intérimaires dans ce coin de la Normandie, raconte : *« Elles réclamaient les mêmes vêtements et chaussures de sécurité que les salariés permanents de l'entreprise qu'elles côtoyaient sur les chaînes de production. Et l'accès à la cantine comme les autres. Elles gagnaient 1 000 francs de moins pour un travail identique. Elles ont obtenu, pour partie, satisfaction. Sauf qu'à la rentrée, elles ont toutes été licenciées. »*

Quelques chiffres encore : le taux des accidents du travail chez les intérimaires est deux fois supérieur à celui de la population salariée. Absence de qualification, ignorance ou non-respect des consignes de sécurité, changements fréquents de postes de travail, c'est l'explication qu'en donnent les entreprises « clientes » des ETT. Ajoutons qu'elles n'hésitent pas parfois à passer par l'intérim pour les boulots dangereux, ceux que refusent leurs salariés permanents. Quand on saura que ce sont les ETT qui payent les cotisations liées aux accidents de travail, et en proportion de ceux-ci... L'entreprise fera là encore demain des économies !

D'autant qu'elle ne paie le salarié qu'au temps passé : pas d'absentéisme coûteux.

Pas de dossier médical

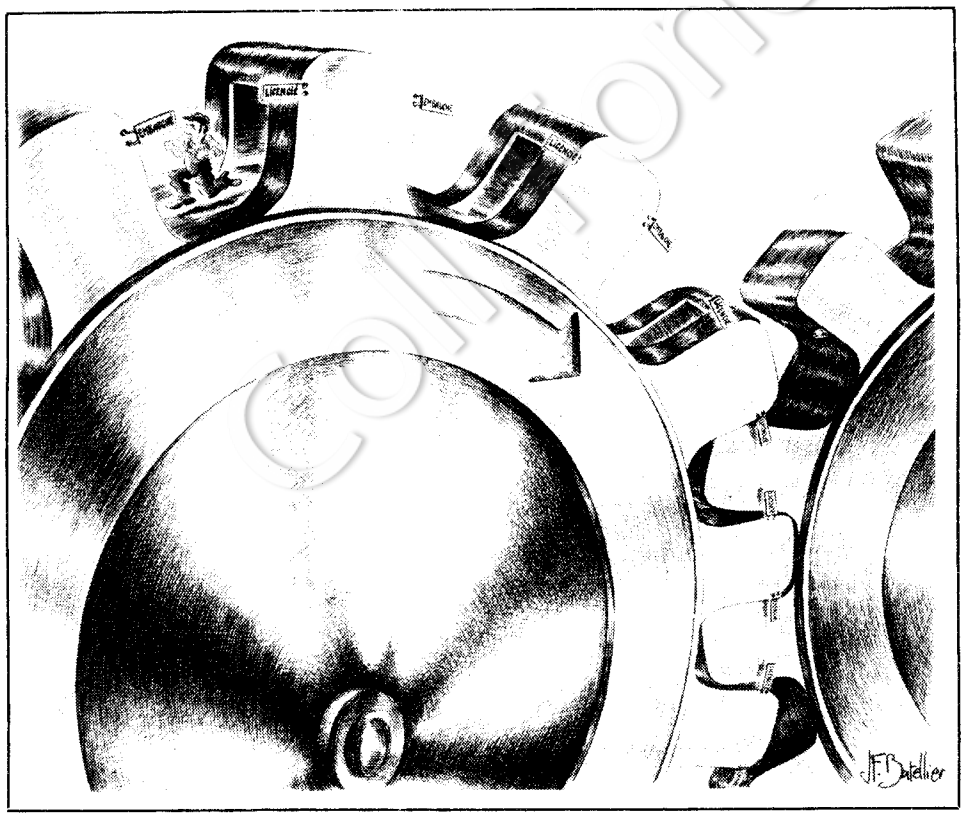
Encore une aberration : le médecin de l'entreprise prêteuse ignore le poste où va être affecté le salarié, tandis que celui de l'entreprise n'a pas à connaître le dossier médical de l'intérimaire.

Protection moindre contre les accidents du travail, salaires souvent inférieurs, mais aussi droits sociaux et syndicaux en retrait par rapport aux salariés fixes des entreprises. C'est qu'il n'est pas facile, pour des travailleurs intérimaires, de se syndiquer. Dispersés sur les lieux de travail, de passage dans les entreprises, mal vus par les salariés permanents qui les accusent de leur voler leur travail, les intérimaires sont mal défendus, C'est l'avis de Jacqueline, déléguée syndicale d'une grosse boîte d'intérim, solidement implantée sur Paris et la région parisienne. *« Il faut justifier d'un an de missions effectives pour être nommée déléguée. J'ai demandé un local syndical qui soit assez central : on m'a donné une cave à Choisy-le-Roi ! »*

Il faut 1 000 heures de travail effectif aux intérimaires, contre 520 pour les salariés classiques, pour bénéficier des indemnités de chômage. A la fin de chaque mission, le travailleur temporaire doit se réinscrire au chômage. Et l'on pourrait encore ajouter des pages au catalogue des inégalités.

Faut-il pour autant supprimer l'intérim ?

(1) Pierre Rodde : Après demain (mars 1981).



LE PS PROPOSE

Limiter l'intérim et protéger les intérimaires

*SOUCI permanent du Parti socialiste ces derniers temps, le travail précaire. L'un de ses composants, le travail intérimaire, a fait l'objet en 1979, d'une proposition de loi et, en octobre 1980, d'un colloque *.*

Ce que le PS propose :

- *la gestion de l'intérim par le service public. En clair, à terme, la suppression des entreprises de travail temporaire ;*
- *un contrat à durée indéterminée entre le travailleur intérimaire et le service public. L'intérimaire serait en quelque sorte salarié du service intérim de l'ANPE avec le maintien hors mission de son revenu ;*
- *la facturation de l'intérim aux utilisateurs à son coût réel. Le PS entend ainsi le rendre dissuasif ;*
- *un même statut pour les intérimaires et les permanents travaillant chez un même employeur ; sur un même lieu de travail. Au-delà de trois mois, le contrat d'intérim se transformerait automatiquement en embauche définitive ;*
- *la limitation du recours à l'intérim. Il s'agit de fixer des rapports à ne pas dépasser entre le nombre des travailleurs temporaires et celui des salariés permanents dans une même entreprise.*

* Les actes du colloque sont consignés dans un ouvrage : *Travail précaire*, édité par le club socialiste du livre. On y trouvera également les résultats détaillés d'une enquête sur l'emploi menée par le secteur Luttes des femmes.

Quelques chiffres

- **Plus d'un million de personnes seraient passées en 1980 par une entreprise de travail temporaire.**
- **Les intérimaires ont effectué, en 1979, un travail équivalent à 220 000 salariés (estimation du ministère du Travail).**
- **400 000 intérimaires en moyenne sont chaque jour en mission dans les entreprises (source syndicale).**
- **47 % des chômeurs qui se sont inscrits en 1980 à l'ANPE, parce qu'ils avaient perdu leur emploi, ont indiqué comme motif : fin de contrat à durée déterminée, ou fin de mission d'intérim.**

L'intérim en procès

Le Parti socialiste propose la résorption de l'intérim et sa gestion par le service public

LAISSEZ-LES vivre, disent les industriels. *« Si on supprime les intérimaires, on n'embauchera pas pour autant »*, assure cet employeur. *« Dans cette crise que nous traversons, je suis assez favorable au travail intérimaire. Mais il faut moraliser la profession. »*

Les ETT sont, elles, aussi d'accord. Tout au moins leurs syndicats professionnels. Elles en ont trois ! Ainsi, Michael Grunélius, administrateur du PROMATT est partisan d'une convention collective qui assure un minimum de droits à tous les intérimaires. Toutes les ETT ne sont pas de cet avis.

Et les syndicats non plus, pour d'autres raisons. Si la CGT a constitué très tôt un syndicat des intérimaires, la CFDT s'y refuse, de crainte d'asseoir davantage cette deuxième classe de salariés. Aussi, les prend-elle en charge dans le cadre de « collectif » et refuse-t-elle obstinément de gagner la table des négociations. FO, elle, souhaite des droits accrus pour les intérimaires et la reprise par l'ANPE des attributions exercées actuellement par les entreprises temporaires. Mais la CGT comme la CFDT, veulent à terme, l'interdiction du recours à l'intérim. La proposition de loi déposée par le PS emprunte aux trois syndicats *(voir encadré)*.

Le refrain

Le gérant de Manpower ne cache pas pour autant les bavures d'une profession qui a grandi trop vite. Une entreprise sur trois ne présente, alors que la loi l'y oblige depuis 1979, aucune garantie financière. 200 entreprises ont disparu, selon lui, cette même année, tandis que le ministère du Travail les chiffre à 741 pour la même période. *« Plus la société (les salariés) est protégée, et plus elles (les entreprises) se défendent pour trouver de la souplesse. »* Tel est le refrain de la profession.

La faute de la protection sociale

« Il existe un parallèle saisissant, dit encore Michael Grunélius, *entre le développement des rigidités et du coût social du travail temporaire »*. Et d'ajouter : *« Voyez aux USA, où il n'y a pas de protection sociale, l'intérim ne se développe pas plus vite que l'activité générale ! »*

Parce qu'en France le ferment de la croissance du travail intérimaire *« c'est la protection contre les licenciements »*. *« Quand vous licenciez, vous démotivez ceux qui restent, vous créez des perturbations. Mieux vaut prendre des intérimaires ! »*

On est bien loin de la justification de départ fondée sur la rencontre d'une offre et d'une demande ponctuelle : l'intérim devient un recours systématique pour assurer des tâches quasi permanentes... et tourner la législation du travail.

Ce que dénoncent les juristes, qui mettent tout dans le même sac, la sous-traitance, le travail en régie, le travail intérimaire, le contrat de prestation de services (comme le balayage ou le gardiennage des locaux confiés par les entreprises à des sociétés extérieures).

L'entreprise éclatée

Le 24 janvier dernier, la commission du droit social du Syndicat des avocats de France tenait un colloque. Thème de la rencontre : l'entreprise éclatée. *« Il est très facile de glisser d'une catégorie à l'autre,* a expliqué Michel Jeantin, professeur de droit, *et d'habiller d'une apparence licite une pratique illicite. »* Et, selon Michel Henry, avocat, *« on retrouve ainsi sur un même lieu géographique une collectivité divisée juridiquement, quoique exécutant le même travail »*. Tout préjudice pour le salarié. Et l'avocat énumère : *« Pertes de tous les avantages attachés à la permanence dans l'entreprise, freins à l'action revendicative, échec aux institutions représentatives du personnel... »*

De quoi s'inquiéter de la bonne santé des agences d'intérim. Quand on sait que le nombre de chômeurs qui se sont inscrits à l'ANPE, suite à la fin d'une mission intérim a cru de 49 % entre 1978 et 1980 ! Et que certains parlent de l'intérim comme d'un nouveau « compagnonnage ».

Catherine MAUSSION

(Enquête de F. Bernardi, M. Vachette et S. Barret)

BREF

• **Grève à la FNAC de Grenoble.** Une soixantaine des 80 salariés du magasin de la FNAC de Grenoble sont en grève depuis samedi 4 avril pour réclamer l'ouverture de négociations sur la revalorisation de leur salaire et son indexation sur le coût de la vie.

• **600 emplois menacés en Côte-d'Or.** Selon les sections syndicales CGT et CFDT de la société LCC (ex-Bourgogne électronique, filiale du groupe Thomson CSF), le plan de restructuration mis en œuvre par la direction se traduirait par la suppression de 500 emplois à l'usine de Saint-Appolinaire, dans la banlieue de Dijon et d'une centaine au centre de Beaune.

Onze morts et cinquante-sept blessés en une seule journée

Inquiétudes en Yougoslavie après les émeutes du Kosovo

Onze mois après la mort de Tito, la Yougoslavie vient de connaître sa première crise grave avec les émeutes sanglantes de la région de Kosovo, située au nord de l'Albanie. Les autorités de Belgrade ont reconnu la gravité de ces troubles qui ont fait 11 morts et 57 blessés. Plus que jamais, le talon d'Achille de ce pays reste le problème des nationalités.

CARCASSES de camions incendiées, vitrines brisées... Les traces des émeutes du 1er et du 2 avril sont encore visibles à Pristina, la capitale du Kosovo. Aujourd'hui, l'université, d'où est parti le mouvement, reste fermée. Dans toute la région, la présence massive de militaires et de policiers atteste que le régime a été fortement ébranlé par la secousse du Kosovo.

L'alerte a été chaude. Il a cependant fallu attendre le 6 avril pour que les autorités yougoslaves donnent des chiffres: 11 morts (9 manifestants et 2 miliciens), 57 blessés, 22 arrestations. Les émeutes, loin de se limiter à la capitale, Pristina, se sont déroulées dans 6 villes de la région. En reconnaissant l'ampleur des manifestations, Stane Dolanc, membre de la direction de la Ligue des communistes a, en même temps, lancé un sérieux avertissement aux « réactionnaires » et aux « kominformistes » qui veulent déstabiliser la Yougoslavie.

A l'origine des manifestations étudiantes, des revendications d'intendance portant notamment sur la qualité de la nourriture. Mais très vite, les mots d'ordre nationalistes ont pris le relais. Une bonne partie de la population, en majorité albanaise, s'est jointe aux étudiants pour réclamer le statut de république fédérée pour le Kosovo. Revendication inacceptable pour les autorités yougoslaves, qui ont déjà fait accéder le Kosovo, en 1974, au statut de « province autonome » au sein de la république fédérée de Serbie. « *Cette revendication,* a déclaré Dolanc, *constitue une menace pour l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et conduirait à sa désagrégation. La province autonome du Kosovo est un territoire de la république fédérée de Serbie et le restera* », a-t-il précisé sans ambages.

Six républiques

Bien avant la mort de Tito, on savait que le danger de déstabilisation venait beaucoup plus de l'intérieur que de l'extérieur. Les nombreuses nationalités qui composent la Yougoslavie coexistent en effet difficilement. Tito, conscient du danger, avait créé six républiques fédérées: Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, et deux régions autonomes, au sein de la Serbie: la Voïvodine, peuplée surtout de Hongrois, et le Kosovo, peuplé d'une majorité d'Albanais. Il avait également décidé qu'après sa mort la direction de l'Etat et du Parti serait collégiale, afin d'éviter qu'une nationalité impose sa loi aux autres.

Par ailleurs, les autorités avaient œuvré afin de sortir le Kosovo du sous-développement économique.

Toutes ces mesures n'ont pas empêché l'explosion. La crise économique, qui sévit dans la région, explique en partie celle-ci: c'est ainsi que, parmi les quelque 40 000 étudiants (sur une population de 1 500 000) nombreux sont ceux qui connaissent le chômage à l'issue de leurs études. Mais, en fait, la dégradation économique a réactivé un vieux problème historique. Cœur de la Serbie médiévale, le Kosovo a été conquis en 1389 par les Turcs qui installèrent à la place des Serbes orthodoxes des populations islamisées venues du nord de l'Albanie. Ce n'est qu'en 1913 que le Kosovo a été réintégré à la Serbie. Comprenant une majorité d'Albanais (environ 70 %), il subit l'attraction de l'Albanie voisine, à laquelle il a été rattaché par l'Italie mussolinienne de 1940 à 1944. Tirana, qui vient d'ailleurs d'être mis hors de cause par Belgrade, ne formule cependant aucune revendication territoriale.

Fermeté de Belgrade

Face à la flambée nationaliste du Kosovo, le régime yougoslave a choisi la fermeté. Les Serbes sont viscéralement attachés à cette région où est née leur nation et où se trouve le siège de leur patriarcat orthodoxe. On a donc voulu en haut lieu les rassurer. Les autorités n'en sont pas moins inquiètes: le nationalisme pourrait faire tache d'huile dans tout le pays et notamment en Croatie. L'URSS, qui ne désespère pas de voir la Yougoslavie revenir dans son giron, suit attentivement la situation.

Alain GARABIOL

L'URSS malade de la Pologne?

On assiste à la transformation la plus radicale, depuis 1917, du rapport entre le Parti-Etat et la société dans un pays socialiste

LES Polonais s'entendent: Moscou s'en inquiète. Accusations contre Solidarité ou ses conseillers, mises en garde contre le pouvoir en place à Varsovie., Jamais elles n'ont été aussi nettes. Jamais les mouvements de troupes n'ont été aussi menaçants qu'au lendemain du compromis qui, heureusement, a mis fin en Pologne à la tension déclenchée par les incidents de Bydgoszcz.

Intervenir pour l'armée soviétique, ce serait plus qu'une guerre éclair. Ses soldats se heurteraient à des ouvriers déterminés, retranchés dans leurs usines, voire à l'armée polonaise elle-même. L'occupation de la Pologne offre à l'urss la perspective peu réjouissante de s'enliser dans la résistance au moins passive d'un peuple de trente-six millions d'habitants qu'il faudra pourtant nourrir, et d'hériter d'une dette de 24 milliards de dollars que ne manqueront pas d'exiger les créanciers occidentaux.

Solidarité rurale

Ce serait la moindre des conséquences internationales. Les autres sont incalculables. La sécurité des dirigeants soviétiques pourrait être elle-même menacée par une déstabilisation progressive de l'Europe et de la planète que personne ne saurait arrêter.

Ne pas intervenir, c'est voir la liberté d'association née le 31 août, à Gdansk, au sein de la classe ouvrière polonaise, gagner jusqu'à la paysannerie.



Leonid Brejnev, secrétaire général du PC soviétique, et Gustava Husak *(à droite)*, secrétaire général du PC tchécoslovaque, font de la situation en Pologne la même analyse. On les voit ici ensemble, peu avant l'ouverture du 16e Congrès du parti tchécoslovaque, à Prague. (Photo AP)

C'est voir le Parti polonais contaminé par la démocratie électorale dont Solidarité a lancé le modèle en Pologne.

A elle seule, l'idée de Solidarité rurale doit réveiller pour les dirigeants soviétiques le spectre d'une guerre civile où des millions de paysans furent déportés ou tués en URSS, faute d'avoir voulu se laisser collectiviser.

L'agriculture soviétique ne s'est pas totalement relevée de cette exporpriation forcée. Les lopins de terre individuels y sont souvent plus productifs que les terres communes. L'idée polonaise d'une Solidarité rurale pourrait germer dans les kolkhozes.

Quant à la démocratie électorale annoncée pour le prochain congrès du Parti polonais, c'est une chose que l'on n'a encore jamais vue dans un Parti communiste. Elle met en cause dans son principe, l'immuabilité des dirigeants tant que la mort ou une révolution de palais n'a pas mis fin à leur pouvoir.

Sans doute assiste-t-on, en Pologne, à la transformation la plus radicale depuis 1917 du rapport entre le Parti Etat et la société dans un pays socialiste. Mais craindrait-on cette transformation à Moscou si le système actuel y était aussi « solide et bien organisé » que l'a suggéré Husak à Prague, lundi, en accueillant Leonid Brejnev?

Et n'y aurait-il pas tout avantage à laisser les Polonais « consolider » le socialisme, ainsi que Walesa en a exprimé la volonté?

Pierre LI

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS
LA GESTION DES SERVICES RURAUX
ET URBAINS DE DISTRIBUTION
PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA
SPECIALITE DE LA :

sdei

SOCIETE
DE DISTRIBUTION D'EAU
INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT
L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES
STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX
USEES ET D'ORDURES MENAGERES,
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES
COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER
DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60.45.75 - 60.24.57 - Télex : 310 831

El Salvador : un millier de paysans emmurés vivants

Deux hélicoptères et un bombardier de l'armée de l'air salvadorienne déversent leurs bombes sur des femmes et des enfants réfugiés dans la grotte de la Pintada

UN milliers de paysans ont été emmurés vivants dans une grotte située au nord d'El Salvador. C'est ce que vient de révéler la correspondante au Honduras de l'association pour les droits de l'homme.

Fuyant les bombardements des localités de Yarula et Santa Elena, le 25 mars dernier, des centaines de femmes, enfants et vieillards ont tneté de gagner la frontière du Honduras. Ils ont alors été contraints de se réfugier à l'intérieur de la grotte de La Pintada, afin d'échapper à deux hélicoptères et à un bombardier de la Garde nationale salvadorienne.

Selon plusieurs survivants du massacre, les appareils ont largué leurs bombes sur la grotte, emmurant vivantes un milliers de personnes.

C'est en mai 1980 que le premier grands massacre de paysans par la Garde nationale d'El Salvador s'est produit : plus de 650 personnes ont été décimées à l'arme automatique sur les rives du rio Sumpul, à quelques kilomètres du Honduras.

Depuis, les exactions commises par les militaires salvadoriens, auxquels une soixantaine de conseillers américains apportent leur soutien, n'ont fait que se multiplier. Des villages entiers se vident de leurs habitants qui partent épouvantés. Le massacre de la grotte de La Pintada est un nouvel exemple des méthodes de stylke SS utilisées par la Garde nationale salvadorienne.

Président démocrate-chrétien de la junte civile et militaire d'El Salvador, Napoléon Duarte aura du mal à justifier devant l'opinion publique internationale ce nouveau crime.

La terreur a pris de telles proportions dans son pays que des milliers de paysans, originaires des départements de Chala tenango et morazán, fanchissent la frontière chaque semaine pour se réfugier au Honduras. Ils ne sont pas toujours en sécurité. Des commandos d'exytrême-droite s'infiltrent de nuit à partir d'El Salvador pour commettre des assassinats.

Le massacre de la grotte de La Pintadfa bloque toute possibilité de dialogue entre les forces de l'opposition rassemblées dans le Front démocratique révolutionnaire, et la jhunte au pouvoir.

Deux braves soldats tchèques condamnés

Dangereux d'écrire sur la Pologne, chez le « *Brave soldat Schweyk* ». Deux ouvriers tchécoslovaques qui avaient rédigé quelques pages sur la situation outre Tatras, alors qu'ils accomplissaient leur service militaire ont été condamné mardi respectivement à un an et neuf mois de prison avec sursis. Lors de la lecture des documents incriminés, le tribunal militaire (ce n'est pas une tribune) avait fait évacuer le public.

Par ailleurs, au congrès du Parti communiste tchécoslovaque, un cheminot dénonant les accidents, les retards de trains, la vétusté du matériel a estimé qu'*on pourrait arriver à une crise* ».

La veille un mineur avait décrit les mauvaises conditions de santé et d'hébergement.

La situation reste tendue au Liban

La ville de Zahlé assiégée

Le PS condamne, dans un communiqué toute intervention étrangère au Liban et rappelle son attachement au respect strict de l'unité de ce pays

LE cessez-le-feu semblait respecté jeudi matin au Liban mais la situation des habitants de Zahlé est très préoccupante. « *La population est décimée par les explosions, affamée et assoifée par le blocus* », viennent d'annoncer dans un appel à l'opinion mondiale les 30 médecin qui opérent dans cette ville chrétienne dont les Syriens veulent à tout prix prendre le contrôle. L'accès du principal hôpital de la ville est interdit par les tirs d'obus.

La situation dramatique des chrétiens a suscité mercredi soir une manifestation des Libanais de Paris. Ceux-ci, au nombre de 2 000 environ, ont crié « *leur profonde indignation* » devant les bombardements syriens.

Pour sa part, le Parti socialiste condamne dans un communiqué *toute intervention étrangère au Liban et rappelle son attachement au respect strict de l'unité et de l'intégrité de ce pays* ». Il estime que la crise qui secoue le Liban depuis la reprise des bombardements syriens risque de peser lourdement sur les chances d'une relance d'un processus de paix au Proche Orient.

Le PS rappelle que toute issue à la crise libanaise passe à la fois par une négociation entre toutes les communautés en vue d'aboutir à un programme de reconstruction d'un Etat libre et indépendant, et par la solution négociée des conflits qui se prepétuent au Proche-Orient.

A noter par ailleurs que la tournée proche-orientale du général Alexander s'est terminée par un échec : ni à Riyad, ni à Amman, il n'a réussi à convaincre ses interlocuteurs que le consensus stratégique anti-soviétique passait avant le problème palestinien.

DERNIERE HEURE

Un convoi de la Croix-Rouge réussit à pénétrer dans Zahle

Beyrouth (AFP). - « Le convoi de la Croix-Rouge internationale, qui tentait de pénétrer dans Zahle, a réussi jeudi matin à entrer dans la ville où le calme règne depuis mercredi en début d'après-midi, ont affirmé des habitants contactes par téléphone.

La Croix-Rouge avait réussi à deux reprises seulement à pénétrer dans la ville depuis le début des affrontements, il y a une semaine.

Conférence internationale à Genève sur le drame africain

Appel à l'aide pour cinq millions de réfugiés

POUR secourir les cinq millions de réfugiés que compte aujourd'hui le continent africain, une conférence internationale se tient jusqu'au 10 avril à Genève.

Réunie à l'initiative du Haut commissariat des réfugiés de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la conférence de Genève tentera de rassembler 550 millions de dollars, soit 2,7 milliards de francs français approximativement, pour une aide d'urgence. Mais il lui faudra trouver auprès des pays donateurs habituels une contribution totale de 1,3 milliard de dollars à répartir sur cinq ans.

Le travail accompli par le Haut commissariat, dont le siège est à Genève, est d'une importance vitale. On se souvient des efforts accomplis en faveur des « boat-people » en Asie du Sud-Est.

Le cas de l'Afrique est dramatique. Actuellement un réfugié sur deux dans le monde est africain. Au nombre de 750 000, voilà une dizaine d'années les Africains contraints de quitter leur terre natale ont considérablement augmenté en nombre, notamment dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie) et dans les pays sahéliens du Tchad. A elle seule, la Somalie désertique abrite 1,5 million de réfugiés venus d'Ethiopie.

Résultats inégaux

A la différence des Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens, les Africains ne cherchent pas à quitter leur continent. Plusieurs missions du Haut commissariat ont parcouru le monde pour attirer l'attention des gouvernements et de l'opinion sur ce grave problème. Malheureusement, les résultats ont été très inégaux. Il est évident qu'un pays comme l'Afrique du Sud qui, par ses incursions militaires en Angola et les exactions de son armée en Namibie, provoque l'exode de milliers de familles, devrait, d'abord, mettre fin à sa politique agressive.

Mais, devant une telle situation, il s'agit avant tout de parer au plus urgent. La conférence de Genève, à laquelle ont été invités 131 gouvernements, doit faire un effort supplémentaire en faveur des réfugiés. Les tâches d'assistance à l'Afrique sont de multiple nature. Elles vont du rapatriement des réfugiés aux projets d'assistance alimentaire, d'autosuffisance et d'infrastructure. Il faut agir vite pour sauver des millions d'hommes, femmes et enfants, victimes de la guerre et de la répression.

EN 24 HEURES

BELGIQUE

Confiance pour Eyskens

Marc Eyskens, premier ministre du nouveau gouvernement belge, a obtenu, mercredi soir, la confiance de la chambre des représentants du parlement belge. Les partis de la coalition gouvernementale (socialistes et sociochrétiens), reconduite après la démission, la semaine dernière, du premier ministre, Wilfried Maertens, détiennent une large majorité dans les deux chambres du parlement.

OTAN

Haig à Madrid

Le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig est arrivé, mercredi soir, à Madrid pour examiner le projet d'adhésion de l'Espagne à l'OTAN et la renégociation du traité bilatéral sur les bases militaires américaines dans ce pays. Haig arrivait de Rome et du Proche-Orient.

URSS

Département d'Etat « Brejnev pas sérieux »

Le département d'Etat américain a déclaré, mercredi, que la proposition soviétique de moratoire au déploiement de missiles nucléaires en Europe n'était pas « *un projet sérieux* ». C'était l'écho du communiqué publié à « *Nous ne voyons rien de nouveau* », dans cette proposition faite, mardi à Prague, par le « numéro un » soviétique, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, monsieur William Dyess.

ANGOLA

Mais bloqué

L'engorgement du port de Luanda et un mot d'ordre de grève dans la marine marchande portugaise empêchent depuis plus semaine le chargement d'un bateau contenant 8 000 tonnes de maïs américain destiné aux guérilleros de l'organisation du peuple du sud-ouest africain (Swapo), mouvement de libération de nambile.

AFGHANISTAN

Le Pentagone dément le renforcement soviétique

Le Pentagone a démenti, mercredi, que l'URSS ait renforcé son dispositif militaire en Afghanistan. Les informations à ce propos, émanant de sources diplomatiques occidentales, sont « totalement fausses », a déclaré un porte-parole du pentagone. Ces informations faisaient état de l'arrivée à Kaboul de 20 à 22 000 soldats soviétiques, dernièrement.

MARCHÉ COMMUN

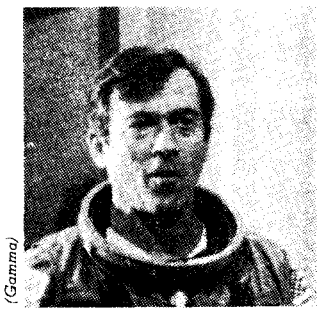
Pas de blé pour les Russes

La commission européenne arguant de la situation actuelle des stocks de la communauté, « *n'estime pas nécessaire* » la vente de 600 000 tonnes de blé à l'URSS comme l'avait demandé la France, a-t-on appris, mercredi soir, à Strasbourg, de source communautaire. On précise que la commission, qui s'est réunie le même jour à Strasbourg, a jugé l'état des stocks satisfaisant.

ETATS-UNIS

Le général du débarquement est mort

Le général Bradley est mort. L'ancien commandant du débarquement américain en Normandie, âgé de quatre-vingt-huit ans, a été atteint d'une crise cardiaque alors qu'il se trouvait à New-York pour le dîner de gala.



(Gamma)

John Young

Un camion dans l'espace

Avec la navette spatiale qui devrait partir ce vendredi, les Américains renouent avec l'exploration de l'espace



Robert Crippen

C'est, vendredi matin que les deux astronautes américains John Young et Robert Crippen doivent quitter le sol de Cap Kennedy. Après un vol spatial de cinquante-quatre heures, ils reviendront sur Terre aux commandes de leur navette qu'ils poseront près de Los Angeles, en Californie.

Après six ans d'absence, les Américains reprennent donc la route de l'espace, mais ils le font cette fois avec une technique toute différente qui constitue une véritable révolution. Jusqu'à présent, quand les hommes (Russes et Américains), envoyaient une fusée dans l'espace, ils utilisaient chaque fois une nouvelle fusée et une autre capsule. La fusée se désintégrait, et la capsule, lorsqu'elle était récupérée, ne pouvait servir une nouvelle fois. Avec Columbia, les Américains ont conçu une navette spatiale qui devrait effectuer une centaine de voyages.

LE compte à rebours a commencé dimanche dernier. Il ne devait durer que soixante-treize heures au total mais les techniciens avaient prévu en outre un peu plus de trente heures pour effectuer les vérifications nécessaires. De leur côté, les deux astronautes ont été placés en quarantaine sur la base de Houston, au Texas, avant de partir, mercredi, pour Cap Kennedy. Leur entraînement s'est poursuivi jusqu'au dernier moment en simulateur, et ce n'est que deux heures avant le lancement qu'ils ont été intégrés au compte à rebours.

La navette elle-même a la taille d'un DC-9 : elle mesure 37 mètres de long et 24 mètres d'envergure et elle est munie de trois moteurs principaux. Pour lui permettre de décoller, elle a été équipée de deux énormes fusées à poudre, longues de 45 mètres, qui développent une poussée de 2 400 tonnes. Elles brûlent leur 1 000 tonnes de carburant solide en deux minutes avant de retomber dans l'Atlantique, où elles seront récupérées pour un autre vol. Entre ces deux fusées, on a placé un énorme réservoir de 47 mètres de long qui doit alimenter les moteurs de Columbia en oxygène et en hydrogène liquides.

Pendant le lancement, il fournit 400 kg d'oxygène et 66 kg d'hydrogène par seconde aux trois moteurs de la navette qui développent une puissance totale de 764 000 ch. Ce réservoir est la seule partie qui ne sera pas récupérée : il se désintégrera au-dessus de l'océan Indien. Les trois moteurs principaux de la navette constituent une fantastique prouesse technique : les turbo-pompes tournent à 35 000 tours-minute et il a fallu inventer de nouveaux matériaux pour résister à la pression (plus de 500 kg/cm²) et à la température (plus de 3 000°) dans les chambres de combustion.

Au moment où les fusées sont larguées — 2 mn 12 s après le lancement — la navette vole à 4 973 km/h et se trouve à 50 km d'altitude. Quand le réservoir central se détache — 8 mn 32 s après le lancement — elle est à 128 km d'altitude et sa vitesse est de 30 000 km/h. Columbia est à ce moment entièrement autonome : elle se sert de deux petits moteurs auxiliaires pour se mettre sur une orbite circulaire qui se trouve à 278 km d'altitude.

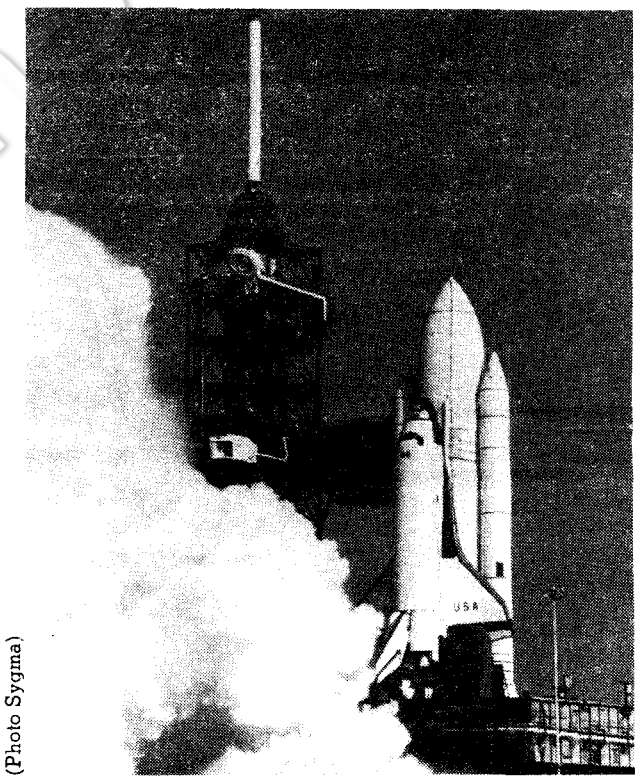
Des milliers de tuiles de verre

Pendant sa mission, la navette spatiale va effectuer trente-six révolutions autour de la Terre avant de revenir sur notre planète. Le retour est sans doute la phase la plus délicate de cette mission. Les astronautes utiliseront les moteurs secondaires pour perdre de la vitesse mais c'est en rentrant dans l'atmosphère que le camion de l'espace sera le plus efficacement freiné : en moins d'une demi-heure, sa vitesse passera de 28 000 km/h à 360 km/h.

La température extérieure de la navette sera portée à 1 200°. Pour supporter cette température, il a fallu mettre au point un revêtement thermique original constitué de plusieurs milliers de tuiles en verre de silicone. Si tout se passe bien, « le camion de l'espace » reprendra contact avec le plancher des vaches 54 h 28 mn après son lancement. Il doit se poser à une centaine de kilomètres au nord-est de Los Angeles sur une piste longue de 40 km aménagée sur un lac salé. Plusieurs pistes de secours ont été prévues autour du globe, notamment, à Hawaii, en Espagne et au Japon, en cas de nécessité.

Pour exploiter le ciel

Avec cette navette, les Américains inaugurent une nouvelle étape : celle de l'exploitation de l'espace. Ce programme qui a coûté 10 milliards de dollars (45 milliards de francs) à la NASA (l'agence aérospatiale américaine) lui a permis de réaliser le premier véhicule spatial capable d'effectuer plusieurs voyages.



(Photo Sygma)

Ce vendredi, la navette prendra son envol...

Le « camion de l'espace » possède 49 moteurs : 3 moteurs principaux, 2 moteurs auxiliaires et 44 petits moteurs annexes pour la stabilisation et l'orientation. Il est muni d'ailes en double delta, comme le Concorde, et d'ailerons. Son électronique est la plus perfectionnée que l'on puisse imaginer et 5 ordinateurs (dont un de secours) fournissent un cerveau à cette remarquable machine qui peut être pilotée par un seul astronaute. A chaque voyage, dans sa soute longue de 18 mètres, elle peut embarquer 30 tonnes de matériel et elle est conçue pour effectuer des missions de 30 jours. En plus des deux pilotes, plusieurs passagers (entre 3 et 6) peuvent participer au voyage.

Dans l'espace, la soute peut s'ouvrir et se transformer en plate-forme. Dès le deuxième voyage, elle sera équipée d'un bras-robot manipulé de la cabine de pilotage. A l'intérieur, les astronautes seront dans une cabine pressurisée et ne revêtiront leur scaphandre qu'en cas de danger ou pour sortir dans l'espace.

La navette ne sera pas opérationnelle avant 1982, mais déjà 70 vols ont été réservés à la NASA qui facture chaque mission à 35 millions de dollars

L'industrie commence à s'intéresser à ce nouvel instrument. L'Agence spatiale européenne a mis au point l'un laboratoire spatial, le spacelab, qui doit être embarqué à bord de la navette en 1983. Les firmes pharmaceutiques sont également intéressées par la possibilité d'isoler dans l'espace certaines substances biologiques utiles pour la fabrication de vaccins et de médicaments. Il serait également possible de fabriquer dans l'espace, à un moindre coût que sur notre planète, certains matériaux, comme le cristal avec un très haut degré de pureté. Les projets ne manquent pas : centrales solaires géantes, téléscopes spatiaux, usines diverses. Il n'y a pas de doute Colombia nous fait entrer, avec quelques années d'avance, dans le monde de l'an 2000. Aux Etats-Unis, la NASA entraîne déjà les premiers piétons de l'espace : 82 citoyens américains qui ont été sélectionnés parmi 11 000 candidats.

Pierre POIX.

Les astronautes

C'EST John Young, un vétéran de l'espace — c'est lui, en effet, qui a marché sur la Lune en 1972 —, qui est aux commandes de la navette avec Robert Crippen, dont c'est le premier vol spatial.

John Young a cinquante ans et effectue ici son cinquième vol, exploit inégalé chez les Américains. Il est astronaute depuis 1962 et a été choisi par la NASA, en 1965, pour participer comme copilote au vol Gemini-3. C'est un ancien pilote d'essais de la marine américaine. Il totalise 8 000 heures de vol, dont 533 comme astronaute. John Young, qui s'est marié une seconde fois, est le père de deux enfants. Plutôt que de se lancer dans les affaires ou la politique, comme certains de ses camarades, il a préféré se jeter une nouvelle fois dans l'aventure en disant : « Je crois vraiment que nous faisons quelque chose de très important pour notre pays et l'humanité. »

Robert Crippen, son copilote, est âgé de quarante-trois ans. Il est capitaine de vaisseau de la marine américaine et a été choisi en 1965, par l'armée de l'air, pour participer au programme spatial, avant d'être muté à la NASA. Il compte 4 200 heures de vol à son actif. Il est marié, père de trois filles, et possède un physique de playboy.

La guerre des étoiles

La navette sera utilisée à 80% par les militaires... Les Russes, inquiets, préparent leur réponse pour dans dix ans

LA dernière sortie des Américains remonte à 1975 : les astronautes avaient rejoint les cosmonautes en réunissant leurs capsules respectives au cours du « vol de l'amitié ». Pendant l'absence des Américains, les Russes ont multiplié les expéditions ; ils vont bientôt envoyer leur centième homme dans l'espace et ils ont dû profiter de leur relative suprématie pour se livrer à quelques expériences. Pour marquer le retour des astronautes, les Soviétiques ont oublié le langage de l'amitié : ils soupçonnent les Américains d'avoir réalisé la navette spatiale afin d'« acquérir dans l'espace la suprématie militaire sur l'URSS ». *Ils accusent les Etats-Unis de vouloir* « transformer l'espace cosmique en un champ de bataille pour que l'Amérique puisse dominer la Terre ».

La conquête de l'espace a commencé depuis vingt-quatre ans : environ deux mille engins ont été placés sur orbite et, dans 80 % des cas, ils sont d'origine militaire. Avec leur navette, les Américains gagnent d'un seul coup plus de dix ans d'avance. Avec elle, ils pourront placer des capsules sur orbite, inspecter des satellites, les réparer et, éventuellement, les récupérer. Avec le bras-robot qui équipera la navette, il sera facile de monter des stations orbitales antimissiles. Pour répondre à cette menace, les Russes mettent au point une station capable d'accueillir douze cosmonautes, mais ils ne seront pas prêts avant une dizaine d'années. En attendant, il ne leur reste plus qu'à piéger leurs satellites. La NASA reconnaît d'ailleurs que la navette sera surtout utilisée (à 80 %) par les militaires qui espèrent mettre au point, grâce à elle, leur système de senseur à infrarouge permettant de développer un réseau orbital de surveillance spatiale en temps réel. Plus tard, l'armée compte expérimenter un système antisatellite appelé Talon Gold.

Mais les Soviétiques ne restent pas inactifs. Ils ont démontré récemment qu'ils maîtrisaient parfaitement la technique du « bond orbital » qui permet de détruire ou de détourner tout satellite évoluant à moins de 1 000 kilomètres d'altitude. Ce sont donc les satellites d'observation qui sont les plus vulnérables, mais ils sont protégés par les accords SALT. Les satellites de navigation et de télécommunications qui gravitent à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres sont, pour l'instant, à l'abri de ces menaces.

Grâce aux satellites, une guerre nucléaire limitée est dorénavant possible. A tout moment, les responsables pourront être informés du déroulement des opérations. La marine américaine teste actuellement un terminal portatif, le MK-4 (un ensemble ordinateur, antenne pliante et générateur qui ne pèse que 11 kilos) qui permettra aux combattants de recevoir, et peut-être de transmettre, des données très précises.

Comme on le voit, la guerre que se livrent Soviétiques et Américains, à coups de milliards, n'est pas près de s'arrêter : la phase de l'exploitation spatiale qui vient de s'ouvrir constitue ainsi une nouvelle étape dans la course aux armements.

Patrick BERNIER



(Photo Sygma)

Verdict clément pour le «Bokassa du clébard»

Verdict clément dans l'affaire du chenil du Bois doré : le « Bokassa du clébard » a pris trente mois de prison ferme, et son complice a été relaxé. Les deux hommes organisaient un trafic de chiens entre la Hollande et la France, revendus avec de faux pedigrees.

ONZE chefs d'inculpation étaient retenus contre Gustave Ardiller, le gérant du chenil du Bois doré, situé à Allonne, près de Beauvais (Oise). En vrac : escroqueries, abus de confiance, banqueroute, usage de faux, chèques sans provision et j'en passe, mais, surtout, actes de cruauté envers des animaux.

Le chenil est fermé

Le trafic de chiens auquel se livrait celui qu'on a surnommé le « Bokassa du clébard » aurait pu durer quelques années supplémentaires si, en mars 1980, les gendarmes n'avaient découvert à l'intérieur du chenil des centaines de cadavres dans un charnier.

Après enquête des services vétérinaires et de la répression des fraudes, le chenil était fermé et ses deux responsables, Gustave Ardiller et Ipanema de Moreira, son associé, écroués. Lors de leur procès, qui s'est déroulé les 16 et 17 mars dernier à Beauvais, les deux hommes ont tenté de dégager leurs responsabilités ; Ardiller n'hésitant pas à accuser un de ses employés d'avoir acheté des bêtes pour son propre compte, ce qui expliquait, selon lui, que les chiots vendus n'aient pas correspondu aux pedigrees délivrés. Piètre moyen de défense, contesté par la Société protectrice des animaux, qui s'est portée partie civile.

L'instruction a établi bien au contraire que le trafic était parfaitement organisé : chaque semaine, 300 à 400 chiots étaient expédiés de Tillburg, aux Pays-Bas, vers la France. Agés de quelques semaines, alors que la commercialisation n'est tolérée qu'après trois mois, les animaux étaient transportés dans de telles conditions que beaucoup mouraient au cours du voyage.

Le manège des pedigrees

En France, les survivants étaient vendus à des marchands peu regardants, ou écoulés dans le propre magasin d'Ardiller à Saint-Ouen, appelé « le Clebs milliardaire », en toute simplicité. Un vétérinaire complaisant acceptait, moyennant finances, de signer de faux certificats de vaccination. Lors du procès, on a pu voir les photos du chenil, constater l'état de délabrement et d'insalubrité des installations : des boxes en parpaings non couverts, des caisses non nettoyées, envahies d'excréments, pour les chiots, qui, à peine nourris, décédaient dans une proportion de 30 % les jours suivant leur arrivée.

Cinquante-six clients se sont plaints : ils avaient acquis fort cher — jusqu'à 1 200 francs — des animaux malades, dotés de pedigrees imaginaires, délivrés par l'Association internationale canine de la Communauté européenne des animaux. L'AICCE, dont le siège se trouvait à Luxembourg, avait été fondée par Ardiller et Moreira, afin d'entretenir la confusion avec la très officielle Société centrale canine.

Le manège aurait pu durer longtemps si le pot-aux-roses n'avait fini par être découvert : des chow-chow portaient parfois plusieurs dates de naissance, des chiennes s'avéraient capables d'avoir deux portées à trois semaines d'intervalle !

De telles pratiques ont été réprimées. Moins lourdement toutefois que ne l'aurait souhaité le procureur qui avait requis des peines « exemplaires » de cinq ans de prison. Les juges ne l'ont pas suivi : le 8 avril, Ardiller a été condamné à trente mois de prison ferme et Moreira relaxé.

Carine LENFANT



(Photo Sygma)

Pitié pour les bêtes

CELA se passe à Valras, entre ciel et mer. Un touriste allemand, âgé de soixante et onze ans, se promène, à petits pas tranquilles, le sable de la plage roulant sur ses chevilles. Un peu de soleil dans l'eau tiède du printemps, quelle douce et simple jouissance.

Mais deux chiens veillent. Un dogue et un boxer, bêtes superbes, laissées en liberté par leur maître. Des animaux dressés à défendre la propriété privée. Non pas, donc, des chiens de compagnie, mais, à leur manière, des fauves, la gueule pointée sur tout ce qui ne leur est pas familier.

Est-ce le pas traînant de Wilhem Faber, le geste innocent qu'il esquisse en direction de l'un d'entre eux ? Les chiens se jettent sur le vieil homme, s'acharnent sur ses jambes et malgré, l'intervention des passants, les déchirent. Spectacle atroce.

Arrivent les pompiers, les gendarmes aussi et courageusement les animaux font face. Comme il n'est pas question de les abattre, si l'on veut pouvoir les examiner, les chiens gardent leur pauvre proie. Lorsque les sauveteurs parviennent à libérer Wilhem Faber, il est si mal en point, qu'une semaine plus tard, jeudi matin, à l'hôpital de Montpellier, amputé des deux jambes, il mourra.

Les chiens : ceux que l'on aime et que l'on caresse. Ceux qui ne tuent personne et qui réconfortent ou qui vieillissent, des larmes plein les yeux. Et les autres, des instruments, des armes que l'on garde près de soi en attendant le premier cambrioleur venu mais, quelquefois, c'est simplement un enfant turbulent ou un vieillard paisible.

De ces bêtes dénaturées, des patrons quelquefois font, contre les grévistes, de redoutables auxiliaires.

Au fond, les animaux n'ont qu'une faiblesse et c'est celle de ressembler à ce que leur maître en font. Un commerce aussi florissant que neuf, en France, se développe et, le sentiment de peur aidant, le discours sur l'insécurité se développant, il s'est vendu et dressé près d'un million de ces chiens de garde ces dernières années. Les bêtes n'ont pas mérité de devenir ces monstres que nos peurs de petits possédants, le sommeil de notre raison, ont enfanté...

Jean WEBER

Emblèmes et drapeaux

IL n'y a sans doute pas trop d'emblèmes nazis sur les murs.

Pas trop de croix de fer, d'emblèmes nazillards sur les blousons loubards, ou sur les épaules des ados nazillons.

Peut-être que la svastika hitlérienne ne sécrète plus les mêmes poisons !

doit-on jouer avec la roue vénéneuse du signe noir comme on joue à la marelle, au poker, au joker, aus osselets.

Pas de quoi fouetter un chat quand on l'aperçoit, de nos jours, bruyamment au bord du regard.

Ainsi, l'affiche du dernier film de Rainer Werner Fassbinder, Lili Marleen, *vous accueille dans le métro.*

Au centre, un blonde féminité de music-hall surmontée d'un haut-de-forme noir. Image d'un puissant micro. Les mains sur les hanches de Lili sont, semble-t-il, dictatoriales.

Et dans le prolongement du chapeau l'énormité rouge — seule couleur de l'affiche — d'un drapeau où s'étale le gros du corps de la sombre araignée nazie.

Au fond, six drapeaux nazis, en entier. Et derrière la chanteuse, le défilé d'une mer de soldats allemands. Et qui dira alors la sourde séduction et l'agression profonde que représente, pour la mémoire collective, un euphorique discours nazi théâtral, guerrier, cinématographique, qui a bien du mal à faire « rétro ».

Que la gothique Lili Marleen *termite donc en douce, de ses emblèmes durs vos cervelles usagères.*

J. C.

Médecine légère...

Vivez le choc du printemps en douceur grâce à l'homéopathie

L'HIVER n'est pas tout à fait mort ; le printemps hésite à naître. Giboulées, jets de sève, nature sur la grille de départ font au moins fleurir les affections. C'est la cyclothymie d'avril — ne te découvre pas d'un fil —; mais la vie s'allume dans un corps pesant des fatigues du relâchement.

La médecine lourde — ou allopathie — ne s'impose guère pour faire l'esprit léger. Pourquoi pas un zeste d'homéopathie ? Fondée sur l'ingestion de petites quantités de produits naturels — non chimiques — la méthode est mal connue... bien que vieille de presque deux siècles. Elle part d'un principe proche du vaccin : une personne atteinte d'un trouble quelconque ingérera la substance capable de provoquer chez une personne saine le même ensemble de symptômes. Ainsi, une piqûre d'abeille — ou toute piqûre y ressemblant — sera-t-elle guérie par une préparation homéopathique à base d'abeille.

De même pour les maux printaniers. En tenant compte de la personnalité de chacun et des symptômes concomitants, on pourrait *grosso modo* prescrire quelques préparations repères : la noix vomique pour l'irritabilité ; le nitrate d'argent pour la fatigue anxieuse ; le sel de cuisine pour l'amour déçu ; le phosphore de potassium pour les examens ; la belladone pour le coup de soleil ; la coque du Levant pour le mal des transports... sans parler des allergies et autres éruptions.

Le choc consécutif au 21 mars étant considéré comme bénin l'automédication est possible. A cet effet, on consultera un livre ingénieux : *101 conseils pour vous soigner par l'homéopathie,* recensant les diverses manières — jusqu'aux plus saugrenues — de vivre une perturbation, et d'y remédier.

On apprendra ainsi que les granules vendus (sans ordonnance, mais remboursés par la sécurité sociale lorsque prescrits par un médecin homéopathe) en minuscules tubes — au prix standard de 6,90 francs — sont des dilutions infinitésimales que l'on doit laisser fondre dans la bouche et ne pas toucher avec les doigts. La dilution recommandée est celle de 9 CH, l'effet rapide étant obtenu par 5 CH et le traitement de fond par le recours à 25 ou 30 CH (le CH étant l'unité de mesure de la discipline). De quoi réveiller en douceur — et sans effet secondaire — un organisme croûlant sous les dettes nerveuses.

Michèle SOLAT

** Par le docteur Alain Horvilleur. Livre de Poche, environ 15 francs.*

• **Un avion solaire** tentera de relier Londres à Paris, en juin prochain.

Le Solar Challenger sera propulsé par un moteur de 2,5 chevaux alimenté par 16 000 cellules photovoltaiques. L'avion qui ne pèse que 90,7 kilos, ne dispose pas de batteries pour le stockage de l'énergie solaire : en l'absence de rayonnement solaire, il est obligé de se poser.

La paix pour Platini

MICHEL PLATINI quittera-t-il Saint-Etienne à la fin de cette saison? L'hypothèse n'est pas absurde. Le numéro un du football français aurait sans doute aimé prolonger son contrat en France jusqu'à la Coupe du monde 1982, mais il y a... des obstacles.

D'abord, la déception après le nouvel échec cinglant de son club en Coupe d'Europe. En signant à Saint-Etienne, il y a deux ans, Platini pensait sûrement revivre avec les Verts la grande épopée de 1975-1976. L'an passé, cet échec avait eu des retombées néfastes sur la fin de saison du club qui avait vu lui échapper la Coupe et le championnat. Qu'en sera-t-il cette saison?

Un superbe attaquant

Ensuite, le déclin de l'équipe de France, qui après trois défaites consécutives, pourrait bien laisser passer ses chances de qualification pour le Mundial 82. Le match du 29 avril contre la Belgique sera crucial. Si la France est absente du tournoi final, Platini se sentira plus disponible pour jouer à l'étranger.

Mais les raisons de son départ, s'il a lieu, pourraient tenir aussi à des conditions de jeu qui ne favorisent pas tellement son épanouissement à Saint-Etienne. Ce superbe attaquant s'exprime mieux dans une équipe constructive que dans une formation qui pratique le contre. L'an dernier, déjà, il avait critiqué l'insuffisance du fond de jeu des Verts, lequel n'a connu cette saison qu'une légère amélioration. Et puis, à Saint-Etienne, Platini doit aller « au charbon ». En effectuant des tacles à la limite de sa propre surface de réparation, il donne une idée de son abnégation mais fait surtout regretter qu'il émousse ses énormes moyens à ce genre d'exercice. Contre Ipswich Town notamment, on le vit bien malheureux dans un rôle de demi défensif où la rudesse de ses interventions révélait sa nervosité et son impuissance.

Pourquoi donc Michel Platini accepte-t-il de se livrer à des tâches qui sans être dégradantes ne correspondent nullement à ses aptitudes? C'est qu'il est victime de la véritable intoxication psychologique qui mine à nouveau le football français. « Le footballeur doit savoir tout faire, se battre autant que jouer, défendre autant qu'attaquer », *répètent les entraîneurs et la presse spécialisée. Alors Platini s'y met lui aussi, pour faire taire ses détracteurs et prouver qu'il en a les moyens physiques, et il y laisse peu à peu sa notoriété et sa joie de jouer.*

En France, ce n'est pas nouveau, on n'aime pas beaucoup les artistes du ballon rond. On préfère ceux qui « mouillent le maillot ». Les cerveaux du football y ont déjà réussi les exploits successifs d'émettre des réserves sur les Ben Barek, Kopa, Théo, Guillou, parce que leur talent ne s'inscrivait pas sur la bascule.

Platini à vingt-cinq ans est maître de son destin. Qui pourrait lui reprocher de tenter l'aventure en signant dans un grand club étranger?

Daniel WATRIN



• **FOOTBALL.** - Les demi-finales aller des différentes coupes d'Europe, disputées mercredi soir, ont donné les résultats suivants. **Coupe des clubs champions :** *Liverpool (Ang.) et Bayern Munich (RFA), 0-0; *Real Madrid (Esp.) bat Inter Milan (Ita.), 2-0. **Coupe des vainqueurs de coupe :** *Dynamo Tbilissi (URSS) bat Feyenoord Rotterdam (P-B), 3-0; *Carl Zeiss Iéna (RDA) bat Benfica (Por.), 2-0.

Coupe de l'UEFA : *Sochaux (Fra.) et AZ'67 Alkmaar (P-B), 1-1 *(voir ci-contre)*; *Ipswich (Ang.) bat Cologne (RFA), 1-0. Les matches retour se dérouleront le 22 avril.

Rien n'est joué pour Sochaux

Après le match nul (1-1) de mercredi soir, les Francs-Comtois conservent l'espoir pour le match retour à Alkmaar

De notre envoyé spécial


(Photo AP)

MONTBELIARD a vécu à l'heure européenne durant toute la journée de mercredi. Le centre ville était sillonné par des voitures aux couleurs jaune et bleu et les supporters agitaient banderoles et drapeaux dans le carré piéton aux accents du disque *Allez Sochaux!*

Ce mercredi était jour chômé aux usines Peugeot qui rencontrent des difficultés certaines. La firme utilise d'ailleurs le football comme un support publicitaire, qui ne lui coûte guère puisque le FC Sochaux dépend étroitement de Peugeot.

Après un lâcher de colombes qui, selon le président du club, M. Thouzery, devait être *« l'image de la paix et de l'amitié qui unissent tous les sportifs »*, une forêt de fanions et un concert de trompettes, de cloches et autres crécelles saluaient les joueurs à leur entrée sur le terrain.

Les Sochaliens avaient quatre-vingt-dix minutes pour convaincre, et les partenaires de Djaadaoui prenaient le match à bras le corps. Dès les premiers instants, Durkalic, Anziani et Revelli parvenaient à tirer, mais le gardien Treytel était sur la trajectoire. La première attaque d'AZ'67 allait jeter la consternation dans le stade. Récupérant une passe hasardeuse de Ruty vers Stopyra, le milieu de terrain hollandais remontait le terrain en trois passes et après un une-deux lumineux, Arntz inscrivait un but qui aurait pu abattre les joueurs de René Hauss. Ces derniers repartaient à l'attaque, bousculaient leurs adversaires et allaient voir leurs efforts se concrétiser rapidement. A la 22e minute, Anziani effectuait une transversale vers Durkalic qui adressait un centre brossé et Genghini égalisait d'une superbe tête plongeante.

Les Sochaliens rataient le KO à la minute suivante, sur une passe en profondeur d'Anziani, Genghini, seul devant Treytel, manquait son contrôle. Ils accéléraient l'allure et Genghini, encore lui, aurait pu bénéficier d'un penalty à la 28e minute. Quatre minutes plus tard, Benoît obligeait le gardien hollandais à aller chercher un ballon qui prenait la direction de sa lucarne. Enfin, peu avant la pause, Ruty croisait trop son tir après un relais de Genghini.

La mi-temps survenait sur la marque de 1-1. Les Sochaliens avaient dominé outrageusement mais AZ'67 avait fait preuve de réalisme en convertissant en but sa seule occasion réelle. La seconde période débutait sur un coup dur pour Sochaux. Son capitaine, Djaadaoui, devait sortir et Jacky Colin, âgé de dix-sept ans, faisait son entrée en Coupe d'Europe. Zandona, qui avait remplacé Bezaz à la mi-temps, devenait libero. Ce changement allait totalement désorganiser le jeu et la tactique des Sochaliens. Le rythme était moins soutenu qu'en première période et les maladresses nombreuses. La rencontre sombrait dans la monotonie, quelquefois réveillée par un coup de tête de Stopyra (60e minute), ou un tir de Posca (84e).

Rien n'est perdu

Sochaux a donc concédé le match nul sur son terrain, mais rien n'est perdu. AZ'67 n'a rien montré en quatre-vingt-dix minutes. L'équipe qui impose sa loi en championnat hollandais n'a rien d'un épouvantail et l'on chercherait en vain la « patte » d'un Rep, d'un Van Hanegem ou d'un Van de Kerkhov dans cet ensemble. Les Sochaliens le savent bien et Stopyra déclarait dans les vestiaires après la rencontre : *« On se faisait une montagne d'AZ; en fait, ils ont été très décevants. Au retour, nos pouvons placer des contres. Et j'espère qu'ils auront la « grosse tête »; comme cela, nous les surprendrons. »*

Kessler se montrait satisfait de ses joueurs, mais l'entraîneur hollandais disait que le véritable visage de son équipe n'était pas celui de mercredi soir. Quoi qu'il en soit, les Sochaliens ont encore une chance d'égaler Reims, Saint-Etienne et Bastia et de parvenir en finale d'une coupe européenne. Selon René Hauss, *« si Sochaux avait pu disposer de tous ses moyens, le coup était jouable »*. Nous répondrons qu'il reste jouable. Les Sochaliens en étaient persuadés après la rencontre. Remarquablement emmenés par Philippe Anziani et Bernard Genghini, ils retrouveront Ivezic, suspendu pour le match aller, et voudront offrir la qualification à leur capitaine Djaadaoui, trente-quatre ans, victime d'une rupture partielle du tendon d'Achille, dont la carrière risque de s'être terminée mercredi soir.

Félix CHIOCCA

L'enfer, c'est les autres

Dans Paris-Roubaix, Hinault risque de faire souffrir ses rivaux

« DUEL en enfer », le mot n'est pas trop grand pour intituler le sommet de l'affiche au programme de ce Paris-Roubaix de l'an 1981, qui peut marquer dimanche sur les routes du Nord la suprématie totale du champion du monde en titre, le Français Bernard Hinault, sur le peloton du cyclisme international. Absent du Tour des Flandres, le « blaireau » a bien préparé, dans sa retraite du Quessoy, son entrée sur la scène nordiste.

Il ne déplairait pas en effet au Breton, récent vainqueur de l'Amstel Gold Race d'inscrire son nom au palmarès de cette belle classique marquée par un grand nombre d'exploits de champions. Hinault fait partie de cette race de chefs d'orchestre de la « petite reine ». Il connaît sa partition sur le bout des doigts. En outre, il atteint en général ses objectifs. N'oublions pas son réveil dans le Critérium international de la route où il survola littéralement ses adversaires, en remportant les trois étapes.

« *Bernard,* dit Cyrille Guimard, *est en grande condition physique. Depuis sa victoire aux Pays-Bas, dans l'Amstel Gold Race, il a eniretenu sa forme actuelle en effectuant des sorties d'entraînement sur les routes bretonnes. Toutefois, il faudra se montrer particulièrement vigilant, à l'entrée de l'enfer du Nord. C'est-à-dire lorsque la course abordera la portion pavée aux alentours de Laneuville à cent cinquante-huit kilomètres de l'arrivée à Roubaix.*

» *Nous aurons alors environ cinquante-quatre kilomètres difficiles avec les nouveaux secteurs de Dersée à Attiches et de Fretin à Wannehain ; c'est la grande inconnue de ce Paris-Roubaix où notre équipe tâchera de contrôler la course, avant de laisser les coudées franches à notre chef de file si les conditions atmosphériques continuent d'être clémentes, comme à l'heure actuelle, bien que Bernard ait prouvé qu'un temps épouvantable n'était pas un obstacle insurmontable ; nous devrions assister à un exploit du champion du monde.*

» *Toutefois, sur un tel parcours pavé, malgré la valeur du coureur, un incident de course regrettable peut surgir à tout moment, dont la chute ou la crevaison, faussant du même coup le jeu des pronostics. Aussi, tout en attendant une performance de Bernard, je tiens à émettre une petite réserve à mon affirmation.* »

Bernard Hinault partira donc dans ce Paris-Roubaix avec l'étiquette de favori numéro 1. Ce n'est pas pour lui déplaire. Tout le monde sait dans le peloton qu'un Hinault survolté est un homme redoutable à battre. Il devra toutefois faire face à la coalition belgo-hollandaise qui a juré sa perte. Roger De Vlaeminck portera le flambeau de cette révolte. C'est un spécialiste des pavés, au surcroît un excellent acrobate qui évite bien les pièges de la route : avec lui, citons : de Wolf, le vainqueur de Milan-San Remo, de Meyer, Willems, Vandembroucke, Delcroix, Jacob, pour le clan belge ; Kuiper, Raas, Van Der Poël, Van Der Haute, de Geest, les meilleurs Hollandais du moment qui peuvent brouiller les cartes, ainsi que les Français Duclos-Lassalle, Bossis, l'Irlandais Kelly, le Suisse Mutter et les Italiens Moser et Gavazzi.

Jean-Yves MARREC

LIVRES

Des femmes qui partagent le désert

«Les Marches de sable», d'Andrée Chédid

«GRAINS de poussière qui rêvons de durée, bâtis pour l'horizon et la demeure, pour les racines et le souffle, nous nous déplaçons sans cesse d'un verre à l'autre de l'immuable sablier...»

Le ton est donné. Dans les quelques lignes placées en exergue de son dernier roman, *les Marches de sable*, Andrée Chédid situe d'emblée le lieu de son interrogation, de sa faim et de sa soif. Un lieu où nous ne pouvons que nous reconnaître puisqu'il est le lieu même de la vie.

Nous sommes en Egypte. Dans ce IVe siècle où paganisme et christianisme se combattent, où toutes les violences, toutes les intolérances se conjuguent, se répondent. Un temps de bouleversements. Notre temps ?

Le hasard va réunir trois femmes : Cyre, l'enfant, Marie, la courtisane d'Alexandrie, Athanasia, la mère. Elles iront au désert, refuge des errants et des persécutés, des anachorètes et des brigands. Elles iront au désert chacune portant le poids de sa propre histoire, de ses douleurs, de ses interrogations, de ses tendresses. Elles ont en commun d'avoir délibérément choisi une existence différente de celle qui semblait tracée d'avance. Un autre chemin que celui sur lequel elles avaient commencé le voyage de leur vie.



Andrée Chédid.



Leur nouvelle route sera à l'image de leur quête ; propice à toutes les rencontres, à tous les possibles. Peut-être parce que, sans le savoir, elles portent *« une étoile incrustée dans leur chair, une soif jamais assouvie... »*

Cyre, Marie, Athanasia sont nos semblables, nos sœurs, nos compagnes. Avec elles, nous savons, nous comprenons qu'il n'y a pas de chemin priviligié de la connaissance, pas de voie royale du salut, mais, simplement, un itinéraire qui passe par la soif et par l'amour, cet insondable lieu où la destruction et la mort ne semblent plus complètement absurdes.

« Je suis venu ici, dit Thémis, le narrateur, *pour chercher à comprendre. Comprendre un tout petit peu plus, un tout petit peu mieux.*

— Et s'il n'y avait rien à comprendre ?

— Dans ce cas, je serai venu tout simplement pour parler de mes inquiétudes, pour soulever des questions... Peut-être les partager ? »

Ce livre-là est un partage.

Jean-Pierre SPILMONT

• *Flammarion.*

En direct de la Somme

«Mes combats pour la vie», de Pierre Huguenard

UN homme plein d'intelligence, d'insolence, d'altruisme, raconte, explique, et tire sans complaisance les conclusions qui s'imposent à la lumière de certains événements : sa vie de médecin réanimateur. Fondateur et directeur du SAMU 94, le professeur Huguenard est chaque jour confronté à des morts différentes.

Chacun des chapitres de son livre traite donc d'une façon particulière de mourir. Il donne ses points de vue sur toutes sortes de problèmes soulevés par l'exercice de la médecine : euthanasie, greffe d'organes, avortement entre autres, avec un refus absolu de prendre des vessies pour des lanternes.

Les histoires qu'il nous rapporte sont prétexte à réflexion : *« La médecine ne peut être une entreprise comme une usine,* dit-il, *la dimension humaine lui impose une éthique... Pas d'impunité, pas de conspiration du silence sur les erreurs ou les fautes, pas d'indulgence confraternelle, pas de défense de la caste... »*

Ce livre est un véritable plaidoyer pour la vie. Il s'indigne contre les morts stupides et clame son aversion pour la moto assassine : *« Je vois ces pauvres types de motards manipulés par les marchands, sacrifiés à des rites imbéciles, parce qu'on leur a fait croire qu'ils étaient les chevaliers des temps modernes, alors que le plus glorieux qui puisse leur arriver est d'être un jour chevalier de la légion des donneurs d'organes ! »*

Il dit son dégoût pour l'application de la peine de mort : *« J'ai honte de penser que M. Guillotin était médecin et que son ignorance et sa prétention l'ont poussé à faire adopter l'instrument qui porte son nom... La mort n'est pas démonstratrice, elle n'enseigne rien. »*

Le professeur Huguenard s'insurge contre une médecine de classe. Il prouve qu'il serait aisé de mettre en place un système garantissant vraiment le droit à la santé, pour un coût modique équitablement réparti.



Le professeur Huguenard.

Il écrit comme il se bat, sans prendre de gants ni ménager personne. Qui lui en voudrait ? C'est notre vie qu'il défend.

Sophie AROUET

• *Albin Michel, 246 pages.*

On recherche

André Lewitcki, 7, rue Fleming, 94380 Bonneuil, cherche les ouvrages suivants : *Dovjenko* (coll. « Cinéma d'aujourd'hui », éditions Seghers) ; *Tarass Cheatchenko*, de Rilski et Deitch (coll. « Poésie d'aujourd'hui », Seghers) ; *les Doumy ukrainiennes*, de Marie Chener (Paris, 1947) ; *les Cosaques d'autrefois*, de Prosper Mérimée ; *la Vie d'un peuple : l'Ukraine*, de R. Tisserant ; le numéro 5 (1975) des *Lettres nouvelles*.

EN POCHE

«Paysage de fantaisie», de Tony Duvert

PROSATEUR impeccable, Tony Duvert émerge des ombres qui le recouvraient. En 1973, son *Paysage de fantaisie* obtenait le prix Médicis. Dès sa première parution, la presse tout entière salua le style de ce roman et la munificence d'un imaginaire foisonnant des images les plus subversives.

Mais, en dépit de cette reconnaissance, on sera peut-être bousculé en parcourant ces pages exquises et difficiles, où l'atroce côtoie le merveilleux. Le risque existe, en traversant ce *Paysage de fantaisie*, pour la « bonne » conscience de perdre quelques plumes.

En dévoilant ce que la seule imagination ne conçoit pas : sa liberté, ce texte incandescent brûlera le lecteur. Mais c'est là un danger inhérent à toute vraie littérature.

J. D.

• *Gallimard, collection « Folio. »*

ROCK

Basement 5 en concert

LEUR nom : cinquième sous-sol ! C'est un groupe composé de trois Jamaïcains basés à Londres et d'un Blanc. Vous connaissez l'intrusion du reggae dans le rock par des groupes comme Police, Joe Jackson, etc., mais quand ce groupe a fait l'inverse avec toute l'excitation que ça comporte, on est resté ébahi ! Du jamais entendu ! Les racines des tropiques balaient tout sur leur passage. Pour s'en rendre compte, écoutez leur disque (*Basement 5*/Island-Phonogram) ou allez les voir en concert ! Ça ne sera pas triste. Attention, amateurs de sensations fortes !

P.A.

16 avril, Paris, Bains-Douches.
17 avril, Clermont-Ferrand, Salle d'activité culturelle.

EN COULISSE

Grève dans les musées

Les syndicats CFTC et FO des personnels des musées de France et des monuments historiques appellent à des arrêts de travail « de durée illimitée » tous les week-ends, à compter du samedi 18 avril. Au menu de leurs revendications : un statut unique pour le personnel de surveillance — qui dépend de la direction des musées —, et pour le personnel des monuments historiques, une réforme statutaire avec grille indiciaire équivalente à celle des personnels de musée et le passage à deux agents minimum pour des raisons de sécurité.

La télé telle qu'on la rêve

Le Mouvement des réalisateurs de télévision (MRTV) présente au Centre Pompidou (du 4 au 10 mai), la deuxième semaine des réalisateurs de télévision.

Au cours de cette manifestation, un choix sera proposé. Celui d'une télévision neuve, avec un bon nombre d'émissions inédites que les téléspectateurs découvriront dans des conditions inhabituelles, en public et en présence des professionnels. Projections, rencontres et débats sont prévus les 4, 6 et 8 mai, à 20 h 30.

Engagement pour le Silence

Le théâtre du Silence, installé à La Rochelle, recrute pour la saison prochaine. Il organisera une audition le 18 avril au studio Paris-Centre, 8-10, rue Bertin-Poirée, à Paris. Les inscriptions seront reçues au bureau de la compagnie de La Rochelle.

Oscars-Dollars

Après avoir dépensé trois millions de dollars en publicité pour leurs favoris aux oscars, les studios se préparent à récolter les fruits — financiers — de leurs victoires.

Sissy Spacek, oscar de la meilleure actrice (*Nashville Lady*), peut être assurée de voir son salaire grimper de plusieurs centaines de milliers de dollars. Le titre du meilleur film signifie également des revenus supplémentaires d'environ 5 à 10 millions de dollars de même que l'ouverture de marché à la télévision ou sur le système de retransmission par câble.

Les « Goldorak » contre le nucléaire

Des employés du plus important studio d'animation du Japon, Toei, créateur notamment de Goldorak, ont décidé de boycotter la production d'un film en préparation sur la prochaine guerre mondiale et au budget d'un million de dollars. Motif : glorification de la guerre et influence néfaste sur les enfants.



VARIETES

Le cœur de Paris

Francis Lemarque à la Gaîté-Montparnasse

L'HOMME qui a écrit les plus jolies chansons du monde sur Paris est de passage à la Gaîté-Montparnasse, le petit théâtre rouge à la moquette élimée jusqu'au plancher. Il chante jusqu'au 26 avril, ne-te-découvre-pas-d'un-fil. Petites javas, de derrière les fagots, complainte des métallos, brins de muguet sur la mousse, des airs qui reviennent de loin.

Comme Paris est injuste ! On devrait se bousculer, rue de la Gaîté, pour voir Francis Lemarque, ce petit homme trapu qui tiendrait beaucoup de Jake La Motta s'il n'avait ce regard tendre. A peine commence-t-il une ritournelle, déjà tout le public chantonne : « Quand un soldat... », « Marjolaine », « A Paris » ou encore « Le Petit Cordonnier ».

Sans entracte, sans cabotinage, avec un joli timbre de voix, il enchaîne sur la deuxième partie, chanson-fleuve sur Paris : « Paris Populi » dont il a écrit la musique sur un texte de Georges Coulonges.

Le voilà debout devant un écran sur lequel sont projetées des gravures des époques qui défilent. Il prend la Bastille, instaure la République, se bat sur les barricades de 1848. La Commune, le Moulin-Rouge, 1914, Front populaire, puis 1939, et, enfin, Paris libéré.

Presque deux siècles d'histoire de la capitale sont parcourus, avec ferveur, avec émotion, le cœur gros comme ça. Mais c'est surtout le Paris des faubourgs que Francis Lemarque sait faire vibrer, le Paris des petites gens qui travaillent comme des brutes.

Né rue de Lappe, entré en usine dès l'âge de onze ans, il chante ce qu'il connaît. Tous les soirs, sauf le dimanche et le lundi, à 20 h 15, pour ceux qui aiment les petits pincements au cœur...

Béatrice FONTANEL

• *Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris. Tél. : 322.16.18 (20 h 15).*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bourges. Spécial Printemps de la chanson : *Journée québécoise,* avec Edith Butler, Richard Seguin et Raoul Duguay (Grand théâtre, à 14 h 30) ; Zaka Percussion et Robert Charlebois (Chapiteau, à 21 heures) ; Bernard Capo et Claude Léveillé (MJC, à 0 h 30).

On recherche

Etudiant préparant une thèse sur le Trésor Public recherche le livre *Le Trésor public et le mouvement général des fonds* de Bloch-Lainé et De Voguë, PUF 1960, ainsi que tout document économique ou monétaire sur le Trésor. Ecrire à Diano, 58, rue du Faubourg, 21500 Montbard.

Existe-t-il des archives, documents, ouvrages donnant la liste des membre de la Colonie icarienne, créée par Etienne Cabet en Nouvelle-Orléans, aux Etats-Unis, vers 1830 ? Dans l'affirmative, y avait-il parmi les participants un Français du nom de Sauvé ? Donner tous renseignements de nature à l'identifier (lieu et date de naissance, département...) à Maurice Sauvé, 35, rue Esquirol, 75013 Paris. Tél. : 331.15.20.

OPERETTE

La montagne accouche d'une souris

«Barnum», de Michael Stewart et Mark Bramble. Musique de Cy Coleman. Mise en scène d'Yves Mourousi.

ON attendait une négresse centenaire qui a nourri de son Washington ; on a vu une belle fille accorte affublée d'une blanche perruque. On attendait Tom Pouce, général minuscule de 0,67 m ; on a vu un fringant jeune homme d'au moins 1,70 m. On attendait une sirène, une baleine, une femme à barbe, une femme léopard... Que sais-je, une invraisemblable ménagerie.

On n'aura vu que quelques clowns, des ballerines et un orchestre gentiment folklorique. Ni fauves, ni reptiles, ni stupéfiante cavalerie. Ni jumeaux xiphopages chinois (des siamois !), ni squelette gommeux. Ni homme à la tête incassable, ni jeune femme à la chevelure de mousse. Adieu les monstres, adieu les rêves.

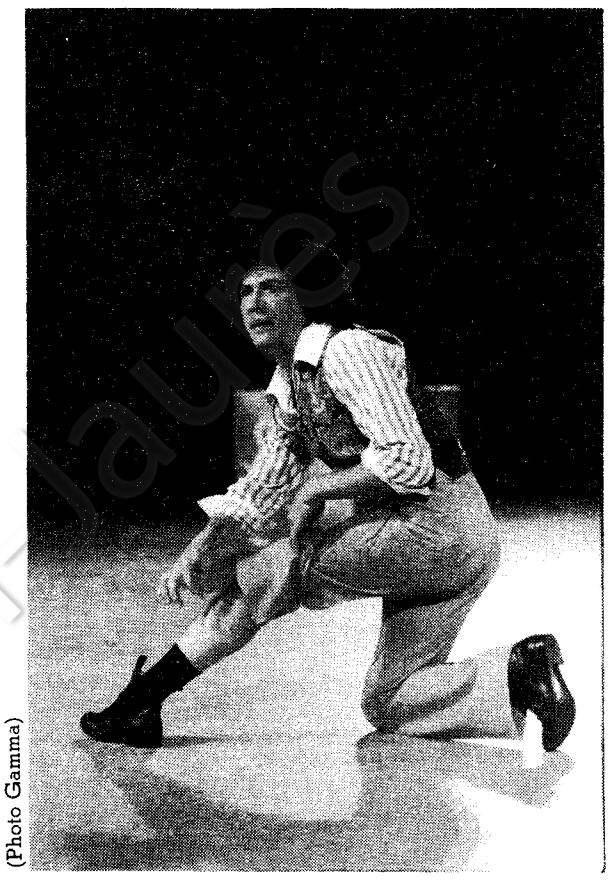
Sous les ors et les faux marbres du cirque d'Hiver heureusement ravalé (merci à la Ville de Paris), la fête est triste. Et ce n'est pas le fait qu'on ait rebaptisé l'antique bâtisse « cirque Napoléon », de son nom d'origine, qui pourrait y changer quelque chose. Barnum, le roi du bluff, de l'esbroufe, prince de la poudre aux yeux, de la divine surprise en serait tout marri.

Comment ! Voilà un spectacle musical qui s'affuble de son nom, se réclame de son génie et qui nous propose savez-vous quoi ? Une pâle mièvrerie. Sa vie, paraît-il. Une suite de poncifs où se succèdent les hymnes à l'esprit de la libre entreprise (ah, quel beau temps que celui des pionniers et du combat pour la vie !) et des épanchements naïfs sur la solitude de l'homme de génie. Joie du travail, esprit de famille.

Sans doute, le grand héros se fourvoie-t-il dans une aventure adultérine avec le *rossignol* suédois, la célèbre cantatrice. Mais la morale triomphe. Bien vite, il regagne le domicile conjugal, amoureusement attendu par sa chère épouse au bon sens rassis. Ah, les femmes, quelle engeance, quels dangereux animaux...

Menée par Jean-Luc Moreau (Barnum) qui multiplie les prouesses physiques, la féerie, cependant, s'étire. Trop tendre, trop fragile, ce Barnum-là n'a pas la stature des requins du show-biz. Et puis, il souffre d'un autre handicap pour nous éblouir : il ne sait pas chanter. C'est embêtant.

La mise en scène d'Yves Mourousi, sans être mauvaise, reste plate, sans fantaisie — hormis quelques tableaux fugaces, dont le final. Et la chorégraphie de Micha Van Hoecke, tristounette, n'offre nulle image qui puisse ragaillardir. La convention, voilà ce qu'il y a de pire.



(Photo Gamma)

Jean-Luc Moreau : trop tendre, trop fragile.

Evidemment, on peut écouter la musique, brillante, tonique, rapide. Et Michel Creton aussi, Monsieur Loyal parfait. Sur l'ensemble d'un spectacle qui se voudrait total, cela fait peu.

Décidément, l'opérette n'est plus ce qu'elle était. Ah, rendez-moi Messager. Ah, rendez-moi Véronique...

Didier MÉREUZE

• *Cirque d'Hiver, 110, rue Amelot, Paris, 20 h 30. Tél. 806.63.30.*

CINEMA

Loup (-foque), y es-tu?

«Signé Furax», de Marc Simenon

FURAX, le légendaire écumeur des ondes (radiophoniques). Furax, l'odieux, le pervers, le diabolique, l'insupportable malfaiteur, la voix caverneuse (lourde d'obscurs mais néanmoins évidents sous-entendus), le rire exécrablement sarcastique (et néanmoins retentissant). Furax, le fils naturel (et néanmoins légitime) de deux iconoclastes de l'humour : Pierre Dac et Francis Blanche (et réciproquement !). Furax, donc, vient de perpétrer un nouveau forfait signé comme il se doit. Mais, pour la première fois, au cinéma.

L'infâme Klakmuf, l'adipeux Gougnache, le minable Broutechoux, le fulgurant Hardy Petit, le gris Sokolodovenko, l'ensorcelante Malvina, l'imbécile Socrate (le commissaire)... sont sortis des ondes (ne pas confondre cependant avec Vénus la blonde qui, elle, n'est jamais sortie que de l'eau, et encore moins de la cuisse de Jupiter !), sous les traits de Jean Le Poulain, Daniel Gélin, Mylène Demongeot, Jean-Pierre Darras, Michel GAlabru, Bernard Haller...



Paul Préboist et Michel Galabru.

Bref, et pour en revenir au film, car c'est tout de même de lui qu'il s'agit, Marc Simenon — qui, peut-être parce qu'il est le fils de Georges, a introduit Maigret dans l'aventure — a rondement mené son affaire. Non par la grâce d'une mise en scène, plutôt plate, mais par la grâce de dialogues en coq à l'âne, ronflants de calembours (joie !), de situations insensées, absurdes, loufoques.

Le comique éclate. L'escalier est en dérangement. La pierre de l'Obélisque — vous savez, ce monument en plein Paris, recouvert de graffiti ! — absorbe les poivrots noctambules. Le Lion de Belfort est un faux. Et la puissante secte des Babus vénère, comme il se doit, son mirifique boudin sacré...

Ce délire non-stop, nous le devons à nos deux penseurs, qui n'étaient pas deux radins et qui firent naguère se pâmer de rire (de 1956 à 1960) les chers z'auditeurs d'Europe 1... Ce que nous devons à Marc Simenon, qui n'a certes pas réalisé le chef-d'œuvre de loufoquerie que l'on pouvait attendre, c'est d'avoir fait intervenir, à tout moment, une « tête » sinon chercheuse, du moins connue.

Quoi de plus réjouissant, en effet, que d'apercevoir Coluche en « agent double », Pierre Tchernia en flic abasourdi, Georges Géret en imperturbable commandant de l'ex - « cargo de Bourgogne », Jean-Roger Caussimon, Roger Carrel, Jacques Fabri, Jacques Villeret, et bien d'autres encore, pittoresques silhouettes aussitôt vues, aussitôt disparues ?...

Furax signe. Simenon persiste. Poil au rire qui subsiste !...

Colette MILON



Vendredi 10 avril, à 23 h sur A2, Bernadette Laffont dans *la Tortue sur le dos*, un film de Luc Béraud.

Jeudi 9 avril

20 h 30 — Information.
A l'heure où nous imprimons le journal nous ne sommes pas en mesure de préciser le contenu de l'émission.

22 h 30 — Les grandes expositions. Camille Pissarro.
Emission de Jacqueline Plessis.
Le principe de l'émission : une caméra sur les lieux de l'exposition en présence du public.

20 h 35 — La retraite de Jean.
Téléfilm d'Yves Laumet. Production de l'Institut national de l'audiovisuel. Avec, dans leur propres rôles : Jean Belay, André Morel, Paul Chopart, Louise Lyvert.
Un document triste et humble sur une journée de la vie de Jean, un vieil homme à la retraite, plein de gentillesse et de respect pour les autres.

22 h 30 — Figaro-ci, Figaro-là. Aldo Filistad, ténor.
Un chanteur italien « qui sort ses tripes ».
Filistad interprète *E Lucevan le stelle* de *La Tosca* (Puccini) ; *la Cavatine* de *Roméo et Juliette* (Gounod) ; *La dona e mobile*, de *Rigoletto* (Verdi).

20 h 30 — L'homme à l'imperméable. Cycle Fernandel.
Film de Jean Duvivier (1956). Avec Fernandel, Jean Rigaux, Bernard Blier, Jacques Duby, Judith Magre, Julien Bertheau. D'après un roman de James Hadley Chase.
Sombre histoire que celle de l'infortuné Albert Constantin qui, à cause d'un malentendu, est recherché pour meurtre.

Vendredi 10 avril

19 h 15 — Grand débat.
On nous promet, pour la dernière soirée avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, la présence de Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, ou Brice Lalonde, porte-parole du mouvement écologiste. Peut-être bien les deux ensemble.

21 h 30 — Apostrophes
Emission de Bernard Pivot. Réal. Jean Cazenave.
L'amour-passion. *Aaargl !* Avec Francesco Alberoni : *Le Choc amoureux* (Ramsay) ; Muriel Cerf : *Une passion* (Lattès) ; Oriana Fallacci : *Un homme* (Grasset) ; Zoé Oldenbourg : *La Joie-souffrance* (Gallimard) ; Conrad Detrez : *Le Dragueur de Dieu* (Calmann-Lévy).

23 h 00 — Ciné-club. La tortue sur le dos.
Cycle jeune cinéma français. Film de Louis Béraud (1977). Avec la plantureuse Bernadette Lafont, Jean-François Stevenin, Virginie Thévenet, Marion Game, Michel Blanc.
Les miasmes croupissants et les incartades conjugales d'un écrivain sans inspiration.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. « J'étais bagnard ».
Emission d'André Sabas. Reportage de Jean Lefevre.
Les principaux bâtiments du bagne de Cayenne et de Guyane sont classés monuments historiques. Souvenirs, souvenirs...

SELECTION RADIO

Jeudi 9 avril

FRANCE-MUSIQUE

00 h 05 — Ouvert la nuit. Le Lied schubertien. Intégrale des lieder présentée par Denise Bi...

20 h 00 — « Qui a mangé von Ri... ? »
Pièce de Charles Du... Emission de Fran...
Avec Rosy Varte, Ch... Marcel Bo...
Prel, Agathe Ma...
Le ... Ma...
Emission ...

Vendredi 10 avril

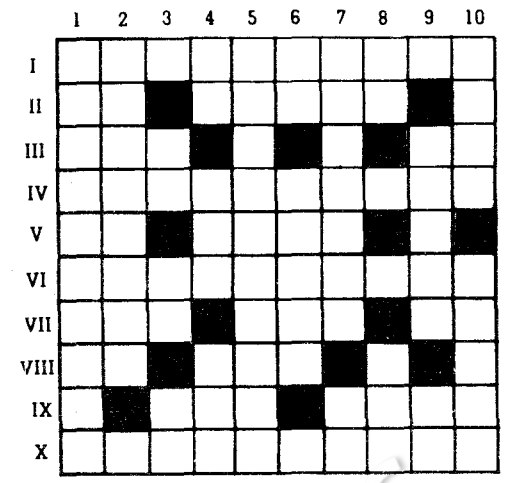
FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 — Un requiem allemand de Brahms.
Avec Reri Grist, soprano ; John Shirley-Quirk, baryton. L'orchestre symphonique de Sarrebruck. Direction Hans-Martin Schneidt.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Un livre, des voix. Jacques Lanzmann : *Rue des amours* (Laffont). Emission de Aristide Dave.
Un Saint-Germain-des-Près sans drive

Mots croisés Par J.-P. Winkel



Horizontalement. — I. A propos de santé, les campagnes n'en sont pas. - II. Soleil sur Memphis. Comme un électeur avant le grand choix. - III. Sigle rassemblant les sportifs dans de nombreuses communes. Appris. - IV. Ils semblent être les derniers discours politiques de la droite. - V. Préposition. Il est né à La Mecque. - VI. Mitterrand les a posées face aux communistes. - VII. A manier avec précaution. Arrivée. Phonétiquement : retiré. - VIII. Note inversée. Comme la bouche d'un admirateur. - IX. Comme la droite le 10 mai au soir. Améliore le bien. - X. Passe avant le superflu.

Verticalement. — 1. Peut être civile ou sociale. - 2. Rassemblons. - 3. Sinistre sigle. Net sans en avoir le cœur. Langue des temps passés. - 4. Note. Mademoiselle l'emportera mais après avoir été renversée. Quelquefois, jusqu'à la lie. - 5. Petites tribunes électorales, dans les villages. - 6. Spectacle japonais. Comme la droite par la gauche ? - 7. Pays africain. Possessif. - 8. Anoblit. Travail d'un homme de lettres. - 9. Plus rapide qu'à la main. Errer, au début et à la fin. - 10. Naguère, on en réclamait à Pompidou sur l'air des lampions. Arrêt de la circulation.

SOLUTION DU N° 32

HORIZONTALEMENT. — I. Banderoles. - II. Anormales. - III. Ru. Tsé. - IV. Démocrates. - V. Elancé. RN. - VI. Fée. - VII. Uniquement. - VIII. Lus. Pré. Or. - IX. Lier. Munie. - X. Etretat. Es.

VERTICALEMENT. — 1. Banderille. - 2. An. El. Nuit. - 3. Normaliser. - 4. Druon. Ré. - 5. Em. CC. Up. - 6. Râ. Referma. - 7. Ol. Emeut. - 8. Lettrée. - 9. Essen. Noie. - 10. Es. Etres.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A
COMBAT SOCIALISTE

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

Combat
SOCIALISTE



(Photo Gamma)

Charge de cavalerie sud-africaine

Engagée dans des combats contre les révolutionnaires de la SWAPO, en Namibie, territoire qu'elle maintient sous son contrôle malgré l'opposition de l'ONU, l'Afrique du Sud dispose de l'armée la plus puissante du continent africain. On voit ici une charge de cavalerie en rase campagne. L'Afrique du Sud est un des rares pays du monde qui utilise encore cette technique de combat.

Yvon Chotard: «Les 35 heures seraient un suicide»

«*LES trente-neuf heures sans réduction de salaire seraient un suicide pour l'économie française*», affirme Yvon Chotard, vice-président du CNPF, dans une interview que publie ce jeudi *Paris-Match*.

Selon le président de la commission sociale du patronnat, «*il n'y a de réduction possible que compensée par un aménagement différent du travail notamment en faisant tourner davantage nos équipements, mais il faut pour cela modifier radicalement notre législation en la matière, qui date de 1936*».

Par ailleurs, Yvon Chotard estime dans cette interview que, si les entreprises n'embauchent plus, c'est «*sous l'effet conjugué de l'augmentation considérable des charges sociales depuis 1974, de la progression du pouvoir d'achat des Français et de l'appauvrissement du pays en raison du choc pétrolier*».

Le CNPF avait pourtant bien dit qu'il n'interviendrait pas dans la campagne électorale. S'il le fait, c'est qu'il commence à s'inquiéter... Quant à la «*progression du pouvoir d'achat des Français*», elle est exacte pour les ouvriers, mais pas pour les cadres. Et selon l'INSEE, il a globalement baissé de 0,4 % pour tous les salariés en 1980 (Voir *Combat socialiste* du 9 avril).

La maladie de l'espace

UNE nouvelle maladie vient de toucher les Etats-Unis : la shuttlemania (la fièvre de la navette), une formè dérivée de la « camionnite aiguë ». Cette épidémie serait très précisément limitée à un territoire de 40 km autour de Cap Kennedy et aurait déjà atteint un million de personnes. Tel est, selon la police, le nombre de visiteurs attendus pour le lancement de la navette spatiale vendredi matin.

La NASA, qui a invité des milliers de personnes et 3 000 journalistes du monde entier, a distribué 80 000 laissez-passer. Mais la grande majorité des curieux vont envahir les plages qui se trouvent au nord et au sud de la base américaine. Cette nouvelle épidémie fait évidemment le bonheur des commerçants de la région et les hôteliers se sont naturellement alignés sur les tarifs hospitaliers pour louer à prix d'or leurs dernières chambres disponibles.

Tous les lits de la région sont réquisitionnés pour faire face à cette situation d'urgence mais les autorités reconnaissent déjà qu'elles sont dépassées par les événements : des dizaines de milliers de « malades » seront obligés de passer la nuit de jeudi à vendredi sur les plages, à la belle étoile.

Les bateaux de pêche participent aussi à la bataille et accueillent des passagers pour la modique somme de 30 dollars (150 francs). Les supermarchés et les cafétérias luttent contre l'épidémie en prolongeant leurs heures d'ouverture. Les autorités espèrent des à présent faire tomber un peu la fièvre en mettant en vente divers remèdes de bonne femme (modèles réduits de la navette, T-shirts, pichets de bière et autres gadgets).

De leur côté, les autorités estiment que si les conditions météorologiques sont favorables, cette fièvre subite devrait se calmer à partir de samedi et s'apaiser totalement dimanche, avec, étrange coïncidence, le retour des astronautes sur Terre.

P. P.

Pologne: propositions de rationnement à la Diète

LA farine, le riz, la lessive, les graisses animales et végétales vont-elles être rationnées en Pologne, après la viande et le sucre? Une proposition a été faite en ce sens mercredi, à la Diète (Assemblée nationale), par le ministre du Commerce intérieur, Adam Kowalik.

Les tickets de rationnement vont-ils être à leur tour rationnés? Déjà ceux de viande vont être tamponnés pour contrôler les distributions de beurre et ceux de sucre pour le chocolat. Même le pain et la vodka pourraient être rationnés.

D'autre part, à Varsovie, le président de l'Union des journalistes, Stefan Bratkowski, a été rappelé à l'ordre par la commission de contrôle du Parti ouvrier unifié, pour avoir diffusé une lettre ouverte où il dénonçait l'attitude des adversaires des changements à la direction du parti. Toutefois, aucun blâme n'a été infligé à Bratkowski.

Une fillette a disparu dimanche, à Paris

Pour trois sourires et deux bonbons...

QU'EST devenue Sylvie Attietalah? Depuis quatre jours, ses parents n'ont aucune nouvelle de l'enfant que sa mère est la dernière à avoir vue dimanche soir vers 19 heures.

Maria Attietalah, mère de trois ans, était venue avec ses deux filles, Sylvie, deux ans et demi, et Sandrine, quatre ans et demi, rendre visite à une vieille dame locataire du 116, avenue d'Italie, dans le XIIIe arrondissement. La jeune femme et son mari avaient quitté leur quinzaine de jours auparavant cet immeuble de la cité Casanova où ils étaient concierges.

Sylvie jouait devant la cour puis dans la rue avec Sandrine, quand cette dernière est retournée voir sa mère. Peu de temps après, Sylvie avait disparu.

Les recherches entreprises par les parents, puis par les inspecteurs de la Brigade des mineurs, dans tout le quartier, n'ont rien donné à ce jour. «*Pour trois sourires et deux bonbons, n'importe qui aurait pu emmener Sylvie*», a déclaré son père, Abdelkader Attietalah, qui a précisé que sa fille était très confiante et de contact extrêmement facile.

L'hypothèse retenue par les parents est que l'enfant aurait pu être enlevée par une « détraquée », séduite par le charme de cette petite poupée blonde aux longs cheveux.

Aucune demande de rançon n'est parvenue à la famille qui est fort modeste. «*Je ne gagne que mon salaire de concierge et n'aurais pas les moyens de la payer*», affirme le père qui a lancé un appel pour que sa fille lui soit rendue saine et sauve.

Le jour de sa disparition, Sylvie Attietalah portait un manteau rouge, une robe rose, des chaussettes rouges et des chaussures bleues.

BREF

Un mieux relatif pour l'automobile

«*Le marché de l'automobile s'est légèrement redressé en mars dernier. Avec près de 179 000 voitures immatriculées*, déclare la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, *le mois de mars n'est en baisse que de 4,2 % par rapport à mars 1980 qui avait été particulièrement satisfaisant. Par rapport au premier trimestre 1980, le recul pour l'ensemble des trois premiers mois de 1981 est de 7,7 %*.

Les immatriculations des étrangers [illegible] sensible [illegible] taux de pénétration [illegible] établi à 25,7 % [illegible] contre 25,3 % au premier

• **Les frères Schlumpf** ont annoncé qu'ils allaient faire appel du jugement de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) qui a autorisé, mercredi, la vente à forfait pour 44 millions de francs, de leur collection de voitures anciennes.

• **La grève générale** observée dans tout le pays par les agents des impôts, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et autonomes, a été marquée par diverses manifestations. A Paris, ils ont été près de trois mille à défiler pour protester contre « *les licenciements et la répression* » et revendiquer « *des droits et des garanties pour tous* ». Le Parti socialiste a apporté « *son soutien le plus total* » à la grève des services fiscaux et récuse toute répression qui ferait de l'administration publique un instrument soumis aux grands intérêts.

La campagne socialiste a besoin de vous

Une campagne électorale coûte cher : affiches, meetings, tracts, brochures et autres moyens matériels de diffuser nos thèmes.

Les dépenses, vous pouvez nous aider à les assumer, et contribuer ainsi à la victoire.

Votre contribution, même modeste, est un acte de solidarité.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.